Azulis CAPITAL

RAPPORT SOCIAL & ENVIRONNEMENTAL 2026

SOMMAIRE

Édito 4

Partie 1 **Les convictions et la stratégie RSE d'Azulis Capital** **6**

1.1. Nos chiffres clés 8
1.2. Nos valeurs 9
1.3. Notre équipe 10
1.4. Notre trajectoire RSE 12
1.5. Notre stratégie 13
1.6. Notre méthodologie : les Objectifs de Développement Durable 14
1.7. Nos engagements 16
1.8. Interview du comité RSE 18

Partie 2 **La RSE en action au sein des entreprises en portefeuille** **20**

2.1. Déploiement de nos Essentiels 22
2.2. Témoignages d'accompagnement 24

Partie 3 **Focus sur les entreprises** **28**

Acensi 30
Advans 32
Destia 34
Eksaé 36
Euradif 38
Fidel Fillaud 40
Frio 42
Green Family 44
Ital Passion 46
Jordenen 48
Laboutiqueofficielle.com 50
La Phocéenne de Cosmétique 52
Nerco 54
Orsys 56
Wichard 58

Partie 4 **Données extrafinancières consolidées** **60**

4.1. KPIs environnementaux 62
4.2. KPIs sociaux 64
4.3. KPIs de gouvernance 67
4.4. Principales incidences négatives (PAI) 69
4.5. Biodiversité : impacts et dépendances de nos participations 70

ÉDITO

Une RSE incarnée, à l'épreuve du temps

Astrid Cloarec
Directrice Associée

Pierre Jourdain
Président du Directoire

L'année 2026 aura confirmé l'accélération des transformations à l'œuvre à l'échelle mondiale. Entre recomposition géopolitique, intensification des effets du dérèglement climatique et essor rapide de l'intelligence artificielle, notre environnement évolue à un rythme inédit. Les épisodes climatiques extrêmes observés durant l'été, en Europe comme dans de nombreuses régions du monde, ont une nouvelle fois rappelé l'ampleur des défis auxquels nos sociétés sont confrontées. Parallèlement, l'intelligence artificielle ouvre des perspectives considérables tout en redéfinissant profondément les modèles économiques, les usages et les chaînes de valeur. Dans cet environnement en mutation permanente, la capacité d'adaptation devient un facteur déterminant de performance et de pérennité.

Encore faut-il s'adapter sans perdre le cap. C'est tout le sens de notre démarche RSE, qui constitue pour nos participations un véritable facteur de résilience : elle les conduit à identifier leurs vulnérabilités avant qu'elles ne deviennent des crises, à faire des transitions en cours un terrain d'opportunités, et à inscrire leur croissance dans la durée.

Une politique de durabilité ne vaut toutefois que par sa capacité à s'incarner dans le quotidien des entreprises et à se saisir des enjeux sociaux, environnementaux, de biodiversité et sectoriels à mesure qu'ils se dessinent, sans jamais perdre le fil de sa cohérence de long terme. C'est là, plus que dans l'affichage de principes, que se mesure la solidité d'une démarche RSE.

La réglementation européenne s'inscrit dans la même dynamique. La directive EmpCo *(Empowering Consumers for the Green Transition)* renforce l'encadrement des allégations environnementales et vise à garantir qu'elles soient étayées par des éléments fiables et vérifiables. Elle consacre au niveau réglementaire une exigence que nous partageons : en matière de durabilité, la démonstration compte autant que l'intention. Une démarche ne se juge pas seulement à ce qu'elle promet, mais à ce qu'elle produit et à la capacité de l'établir. C'est un chantier exigeant, sur lequel nous progressons avec nos participations en les accompagnant dans la construction d'indicateurs fiables et traçables, année après année.

Cette ambition, nous ne la portons pas seuls. Afin d'aller plus loin dans l'intégration des enjeux de durabilité au cœur de notre démarche d'investissement, nous allons renforcé notre partenariat avec Blunomy, cabinet de référence spécialisé dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique. Celui-ci accompagnera désormais notre démarche de bout en bout, depuis la réalisation d'un diagnostic de durabilité en amont de chaque investissement jusqu'à la définition, aux côtés des équipes dirigeantes, d'un plan de création de valeur durable.

L'approche repose sur une conviction simple : partir du modèle d'affaires de l'entreprise pour identifier les enjeux les plus susceptibles d'influencer durablement sa performance, puis concentrer les efforts sur un nombre limité d'actions prioritaires, évaluées, chiffrées et hiérarchisées au regard de leur impact et de leur faisabilité. La durabilité n'est alors plus appréhendée comme une démarche périphérique, mais comme une composante pleinement intégrée à la décision d'investissement puis à la stratégie de l'entreprise.

Un mot enfin sur la gouvernance de cette démarche. Une équipe d'investissement qui évalue seule sa propre action en matière de durabilité s'expose à la complaisance. C'est pourquoi nous avons conforté le rôle de notre comité RSE : il examine les plans établis pour chaque participation, en discute les priorités et suit leur avancée, avec la liberté de dire quand les progrès ne sont pas au rendez-vous.

Reste l'intelligence artificielle, annoncée en ouverture de ces lignes, et sur laquelle nous avons moins de certitudes. Les gains d'efficacité et l'aide à la décision sont réels pour nos participations. Les questions le sont tout autant : consommation énergétique, usage des données, gouvernance, et surtout l'effet sur les métiers et les compétences, à commencer par ceux des plus jeunes. Nous n'avons pas de réponse toute faite. Nous la construirons avec les dirigeants que nous accompagnons, en regardant les usages réels plutôt que les promesses, comme nous l'avons fait pour la décarbonation.

Face à un monde qui se transforme vite, notre cap demeure inchangé : une politique de durabilité incarnée, étayée par des preuves et pensée dans la durée constitue un facteur essentiel de résilience, de compétitivité et de création de valeur pour nos PME et ETI. C'est cet engagement que nous continuerons de faire vivre, avec elles, au quotidien.

1

« Notre stratégie d'investissement repose sur la construction d'une relation étroite et de long terme avec les entrepreneurs que nous accompagnons. Cette relation est fondée sur le dialogue et la transparence en cohérence avec nos valeurs de durabilité et de proximité, nos engagements et nos principes éthiques. Nous favorisons le développement de nos entreprises dans une croissance pérenne et soutenable, et encourageons le déploiement d'une démarche RSE pragmatique et transformante. »

LES CONVICTIONS & LA STRATÉGIE RSE D'AZULIS CAPITAL

Acteur de référence du capital investissement en France, Azulis est une société de gestion indépendante détenue par ses associés. Nous accompagnons les PME et ETI à fort potentiel en leur apportant fonds propres et partenariats afin d'accélérer leur croissance, leur performance ou encore faciliter leur transmission. Notre démarche s'inscrit dans un cadre de responsabilité avec l'ambition d'atteindre une croissance pérenne, responsable et partagée. Azulis Capital est agréée par l'Autorité des marchés financiers, membre de France Invest et d'Invest Europe.

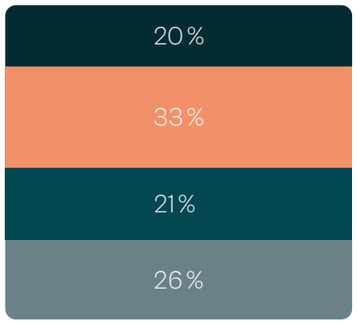
1.1 - Nos chiffres clés

1,3 Md€
levés depuis l'origine

280 M€
taille du dernier fonds
en cours d'investissement

130
entreprises
accompagnées

Des expertises sectorielles fortes, se traduisant par une politique d'investissement équilibrée et résiliente face aux aléas conjoncturels :



- Agroalimentaire
- Industrie & Services aux entreprises
- Nouvelles tendances de consommation
- Santé & Services à la personne

Un savoir-faire unique sur les opérations de « buy and build » (4 opérations de croissance externe en moyenne par entreprise accompagnée)

Investissement

Position majoritaire aux côtés du management ou participation minoritaire active (capital développement, reclassement)

2 523
emplois créés en 10 ans
au sein de 34 entreprises

Taille

Valeur d'entreprise
de 20 à 200 M€

Apport en capital
de 15 à 35 M€

– 19 % ↘
Réduction de l'intensité carbone sur 20 entreprises *
accompagnées depuis 2016

Durée d'investissement

Entre 4 et 7 ans

* y compris les participations cédées mais à l'exclusion des entreprises n'ayant réalisé qu'un premier bilan carbone.

1.2 - Nos valeurs

Partenariat

Nous accompagnons des projets entrepreneuriaux et de croissance.
Nous sommes au service de nos dirigeants pour accélérer leur développement. L'approche sectorielle de l'équipe permet d'échanger avec nos participations de manière pragmatique et de mieux appréhender les problématiques et enjeux liés à leur secteur.

Proximité - Simplicité

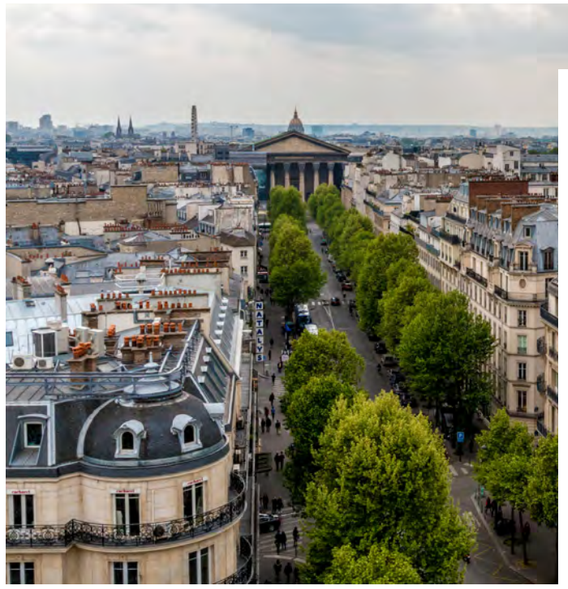
Nous sommes convaincus que le métier d'investisseur en capital est un travail d'équipe. Toutes nos décisions d'investissement sont prises de manière collégiale et solidaire et nous veillons à ce que chacun des membres de l'équipe d'Azulis puisse s'exprimer et s'épanouir dans l'exercice de son métier.

Durabilité

Nous privilégions des stratégies de croissance interne et externe, visant à renforcer les positions des entreprises sur leurs marchés et susceptibles de leur donner une dimension plus internationale. Nous limitons l'effet de levier de la dette dans les montages financiers afin de préserver les capacités de développement de l'entreprise et la réalisation de trajectoires de progrès RSE.

Professionnel - Engagé

Nous veillons à respecter des principes de responsabilité et d'éthique en développant des relations de confiance, de respect et de transparence avec nos investisseurs, nos entreprises et nos partenaires.
La gouvernance d'Azulis Capital s'appuie sur des règles et des processus stricts de décision ainsi que sur plusieurs comités de contrôle et d'échange, en particulier sur les enjeux RSE.



« Nous allions une expérience approfondie de tous les aspects de l'investissement à des expertises sectorielles (agroalimentaire, industrie & services aux entreprises, santé & services à la personne). Cette double approche nous permet d'investir dans des entreprises « plateformes » ayant pour point commun la capacité de devenir des champions français notamment en mettant en oeuvre une stratégie « buy and build ». »

1.3 - Notre équipe

L'équipe d'Azulis Capital réunit 11 professionnels de l'investissement en non coté, épaulés par une équipe support/middle office composée de 4 personnes. Par la variété de leurs parcours et de leurs expertises, les membres de l'équipe d'Azulis ont développé des savoir-faire thématiques et sectoriels qui représentent le fondement d'une relation de confiance et de transparence avec les entrepreneurs et les intermédiaires.

des collaborateurs intéressés aux résultats de la société de gestion (participation et intéressement)

de femmes

des collaborateurs ayant accès au « carried interest »

Nous attachons une grande importance à la montée en compétences de nos collaborateurs afin de favoriser l'évolution de leur plan de carrière. Pour l'entreprise, c'est capitaliser sur des talents internes qui permettent son expansion. Une attention particulière est bien entendu portée aux sujets relatifs à la RSE, pour lesquels nous nous appuyons sur l'expertise de partenaires externes. Au travers d'entretiens réguliers, nous veillons au bien-être des membres de notre équipe et nous nous assurons que chacun puisse mener sa carrière selon ses ambitions, en préservant l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Nous alignons la rémunération de nos salariés sur nos convictions en intégrant des critères ESG dans la composante variable de chacun d'entre eux.

Nous sommes également engagés dans des initiatives propres qui sont le reflet de valeurs sociales et environnementales fortes :

/ Les membres de l'équipe participent chaque année aux jurys régionaux et nationaux de Créadie, un concours initié en 2007 avec l'Adie, qui récompense des créateurs d'entreprises exclus du marché du travail et qui n'ont pas accès au crédit bancaire classique.

/ Nous avons initié en 2022 une démarche de compensation carbone avec l'association Terre & Cité, qui œuvre pour la préservation d'un espace agricole et naturel unique aux portes de Paris : le plateau de Saclay. Nous participons à un programme de plantation de haies de 10 kilomètres, à réaliser sur cinq ans, qui nous permettra à terme de compenser l'intégralité de nos propres émissions carbone (de l'ordre de 70 tonnes de CO_2 par an).

1.4 - Notre trajectoire RSE

2007

/ Début du partenariat avec l'Adie

2011-2012

/ Signature des PRI*
/ Intégration de la démarche ESG dans l'ensemble de nos procédures
/ Rédaction de la Charte RSE

2013-2014

/ Premier bilan carbone d'Azulis
/ Premier rapport RSE d'Azulis
/ Début de notre participation à la Commission « Sustainability » de France Invest

2016

/ Premiers bilans carbone d'entreprises affiliées en portefeuille
/ Signature de l'Initiative Carbone 2020 (devenue iC International)

2017

/ Supervision de la rédaction du guide ESG « Capital investissement acteur du développement durable » de France Invest
/ Prix Swen Capital ESG Best Practice Honours

2018-2019

/ Premiers plans de réduction de l'empreinte GES chez certaines entreprises
/ Premières enquêtes de climat social

2020-2021

/ Déploiement des ODD au sein de nos participations
/ Premier séminaire « Impact » réunissant l'équipe d'Azulis et les entreprises affiliées
/ Prix ESG Développement durable Private Equity Magazine 2021

2022-2023

/ Premières mesures d'impact et dépendance Biodiversité
/ Début du partenariat avec Terre & Cité

2024-2025

/ Collaboration avec Blunomy pour l'élaboration et le suivi de trajectoires de décarbonation des entreprises affiliées en portefeuille
/ Intégration de l'outil Greenscope
/ Création d'un Comité RSE

* Notes 2025 : 88 (Gouvernance, Politique et Stratégie ESG), 94 (direct - Private equity).

1.5 - Notre stratégie

Les entreprises sont au cœur des grands enjeux sociétaux. Leur implication environnementale, sociale et politique sur l'évolution et la transformation de notre monde est majeure. Elles présentent de réels leviers de transformation dans la perspective de création de valeurs économique, sociale et écologique durables.
En tant qu'investisseur responsable au capital des entreprises, nous partageons ces responsabilités. À ce titre, notre ambition RSE consiste à les accompagner dans le déploiement de leur projet en nous inscrivant dans une perspective de recherche de durabilité, d'utilité et de justice sociale et écologique.

Globale

en répondant à tous les aspects de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Sectorielle

en intégrant les spécificités et les enjeux propres à chaque secteur d'activité.

Pragmatique

en fixant des objectifs concrets et clairement définis, alliant ambitions RSE, croissance, performance et prise en compte des moyens financiers et humains de l'entreprise.

Exigeante

en fixant des ambitions et des objectifs à même d'avoir un réel impact social et environnemental et en étant transparent, critique et vigilant dans le cadre d'une gouvernance ouverte et claire.

Incarnée

car portée de manière dynamique par tous les membres de l'équipe Azulis afin de transmettre et partager notre mission au sein de tout notre écosystème.

« Notre approche repose sur le dialogue et la réflexion commune avec nos entreprises, nos partenaires et, de manière plus large, avec notre secteur pour redéfinir des notions comme celles de croissance et de performance durable ou encore nous interroger sur la transformation nécessaire des modèles économiques pour viser des objectifs à la hauteur des enjeux de durabilité. »

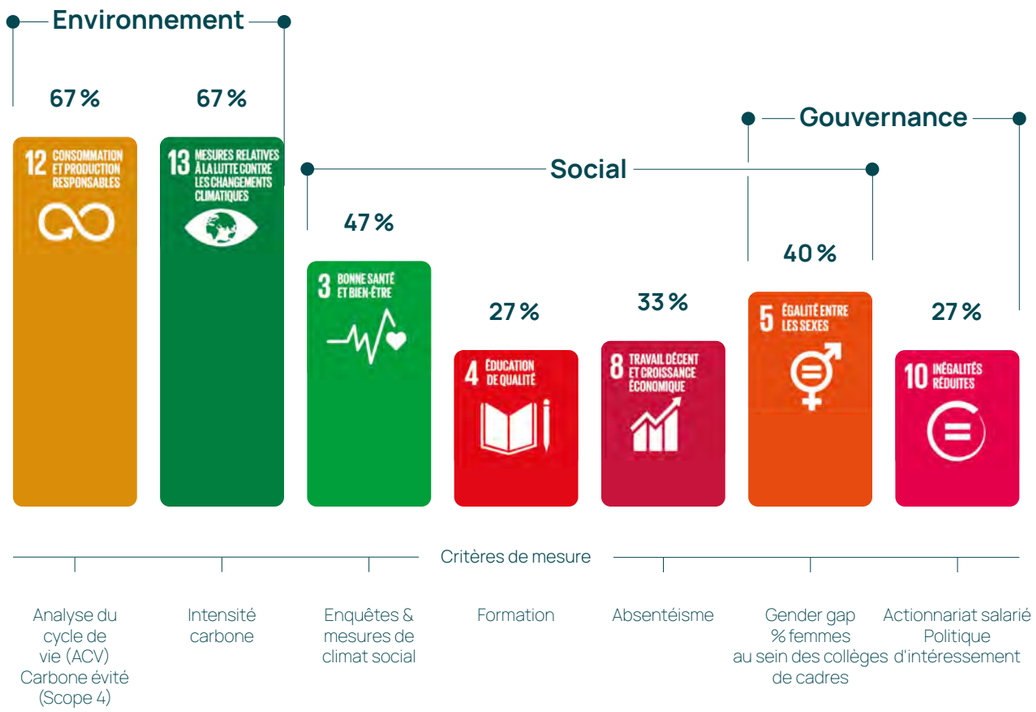
« Inscrire la mission RSE d'Azulis dans un cadre global. »

1.6 - Notre méthodologie : les Objectifs de Développement Durable

Adoptés en septembre 2015 par les Nations unies dans le cadre de l'agenda 2030, les ODD définissent 17 enjeux sociétaux majeurs qu'il est nécessaire de prendre en compte pour s'inscrire dans une perspective de recherche d'une société durable dans toutes ses composantes humaines, bioécologiques, économiques et politiques. Ce référentiel reconnu au niveau international permet aux organisations œuvrant dans des secteurs très différents d'orienter leur transformation durable vers des objectifs concertés. Azulis Capital a ainsi fait le choix d'inscrire son action RSE en interne comme auprès de ses entreprises dans le cadre de 7 de ces ODD.

Déploiement des ODD au sein des participations

« Azulis Capital accompagne ses participations dans le choix de leurs Objectifs de Développement Durable (ODD) prioritaires. En 2025, 100 % des entreprises affiliées les ont définis. »



Prise en compte des contributions négatives

Les activités industrielles (y compris agroalimentaires) et de consommation sont consommatrices de ressources et d'énergie (ODD 12), émettrices de GES (ODD 13) et génèrent à ce titre des impacts négatifs qui ralentissent l'atteinte des ODD en question.

Les activités de services aux entreprises ou de services à la personne peuvent potentiellement avoir un impact négatif sur les ODD 3 et 8.

Ces contributions négatives qui touchent certaines de nos entreprises sont clairement identifiées et font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la démarche RSE déployée par ces mêmes entreprises.

1.7 - Nos engagements

Sensibiliser et mettre en place notre démarche RSE auprès des entreprises

Nous favorisons la croissance durable de nos entreprises. Nous intégrons les enjeux et bonnes pratiques RSE pendant les phases d'évaluation de préinvestissement, d'accompagnement et de transformation ainsi que de cession, via des actions concrètes :

Limiter notre impact sur l'environnement et participer à sa protection

Nous accompagnons nos entreprises dans leur transformation pour réduire progressivement leur impact climatique. Réaliser un bilan carbone est une étape essentielle pour y parvenir, permettant d'identifier et d'ajuster les principaux postes d'émission. Ce premier diagnostic, systématique, sert ensuite de base pour définir et suivre une trajectoire de réduction de l'impact carbone.

Favoriser l'emploi, la diversité et l'égalité des chances

La rapide transformation du monde du travail, en particulier sous l'effet du déploiement de nouvelles technologies, nécessite une réflexion globale sur l'accès à un emploi pérenne. La formation continue est un instrument essentiel permettant aux salariés de se tenir à jour et d'évoluer professionnellement. Dans ce contexte de mutations constantes, la diversité est une réponse forte et concrète aux enjeux de transformation des entreprises en enrichissant les compétences, les expertises et les points de vue.

Au sein d'Azulis Capital, nous soutenons le développement de plans de formation en faveur du développement de carrière des salariés. Nous encourageons nos entreprises à adopter des valeurs d'inclusion et de parité.

Promouvoir le partage de la valeur

Nous portons une attention particulière à l'indicateur d'écart de rémunération, qui est un des facteurs reconnus de dégradation du climat social des entreprises.

Quatre entreprises sur cinq proposent à tout ou partie de leurs salariés un programme d'accès au capital.

Encourager et participer au développement et à l'harmonisation des meilleures pratiques en matière de RSE dans le capital investissement

Nous sommes engagés en faveur de l'harmonisation des meilleures pratiques en matière de responsabilité sociétale et environnementale dans le capital investissement. Nous sommes signataires des PRI, de l'iC International et de la charte de France Invest sur le partage de la valeur. Outre notre engagement au sein d'associations professionnelles, nous participons à de nombreux groupes de travail, notamment au sein de la Commission « Sustainability » de France Invest. Ces échanges favorisent le partage de bonnes pratiques RSE et assurent la qualité de notre accompagnement auprès de nos entreprises.

1.8 - Interview du Comité RSE

Comité RSE : une politique incarnée, agile et sectorielle

Deux ans après la création du Comité, Azulis Capital franchit une nouvelle étape dans sa démarche de durabilité en structurant un partenariat renforcé avec Blunomy, spécialiste de la décarbonation, pour appuyer l'équipe dans l'accompagnement de trajectoires de création de valeur durable pour ses participations. Astrid Cloarec, Donatien Noyelle, Ombeline Van Isacker et Timothée de Vargas reviennent chacun sur l'organisation mise en place.

Astrid Cloarec
Directrice Associée

Donatien Noyelle
Secrétaire Général

Timothée de Vargas
Contrôleur Financier

Ombeline Van Isacker
Chargée d'Affaires

Dimitri Caudrelier
Membre du Comité RSE
ex-CEO de Quantis

Comment est structurée la gouvernance RSE d'Azulis Capital ?

Astrid Cloarec : Elle repose au quotidien sur une task force interne composée de quatre personnes, deux issues des équipes d'investissement et deux de la direction financière. Nous avons fait le choix que cette gouvernance soit incarnée au sein des équipes plutôt que confiée à une cellule dédiée et isolée. Elle est aussi agile : en fonction des enjeux (sociaux, environnementaux, biodiversité), nous nous entourons des experts les plus pertinents. Elle est également sectorielle, puisque nous intervenons dans l'agroalimentaire et la santé, les services aux entreprises et l'industrie résiliente, dont les enjeux matériels et prioritaires peuvent différer. Par exemple, dans le secteur de la santé, nous privilégions la qualité des produits et des soins et la fidélisation du personnel soignant. Dans les services aux entreprises : la formation et l'adaptation à l'intelligence artificielle vont être des points clés. Enfin, dans les secteurs de l'industrie et de l'agro-industrie, les enjeux de sobriété énergétique et de maîtrise et de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement seront souvent les enjeux les plus matériels.

Depuis deux ans, vous vous appuyez également sur un Comité RSE animé par un expert indépendant. Comment fonctionne-t-il ?

Donatien Noyelle : Le Comité se réunit quatre à cinq fois par an, sous l'animation de Dimitri Caudrelier, ancien dirigeant de Quantis, société pionnière du conseil environnemental, aujourd'hui à la tête de Reboat, qui donne une seconde vie aux bateaux à voile. Il forme l'équipe aux enjeux RSE et passe en revue les plans de création de valeur de nos participations. Notre démarche repose ainsi sur quatre piliers : l'équipe d'investissement (au contact direct des sociétés), la task force RSE que nous formons tous les quatre (animation de l'action), le Comité RSE (supervision et uniformisation), ainsi que notre réseau d'experts et de sociétés de conseil indépendants, qui apportent, selon les enjeux, des compétences complémentaires à celles déjà présentes en interne.

Vous allez renforcer votre partenariat stratégique avec Blunomy. Quel est son rôle et qu'en attendez-vous ?

Ombeline Van Isacker : Blunomy, cabinet de conseil en stratégie spécialiste de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique, apporte son expertise en matière de décarbonation. Il élabore des plans d'affaires extra-financiers de création de valeur durable et évalue le montant des investissements nécessaires dans la trajectoire bas-carbone d'un actif, en démontrant qu'un effort financier réalisé en année N produit un impact positif en année N+3 ou N+5, par exemple. Ce raisonnement chiffré permet de prioriser les leviers d'action et d'obtenir l'adhésion des dirigeants sur une feuille de route établie. Ce dispositif sera dorénavant systématique dans le cadre de notre prochain fonds.

Quelles évolutions observez-vous sur les enjeux RSE, et comment se traduit votre engagement au-delà de vos participations ?

Timothée de Vargas : Nous constatons une montée en puissance des enjeux environnementaux (émissions carbone, gestion de l'eau, catastrophes naturelles, biodiversité), ainsi qu'un renforcement de l'analyse des chaînes de valeur, le contexte géopolitique imposant de diversifier les fournisseurs. Chez Wichard, par exemple, nous avons soutenu le regroupement de deux usines sur un seul site moins exposé au risque climatique, ce qui a permis de réduire à la fois l'empreinte environnementale et les coûts de transport. Au-delà de nos participations, les membres du Comité RSE d'Azulis Capital participent activement à des groupes de travail France Invest, sur la biodiversité, le climat, la réglementation et les relations avec les parties prenantes. En tant que société de gestion, nous soutenons également l'Adie, organisme solidaire aux côtés des entrepreneurs sans accès au crédit bancaire, ainsi que l'association Terre & Cité, engagée dans la préservation du plateau de Saclay en Île-de-France. Ces enjeux se retrouvent aussi dans notre politique d'investissement qui a donné lieu à de nouvelles opportunités d'affaires, comme par exemple Mews, notre dernier investissement, qui travaille sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, ou Nerco, qui intervient sur l'ingénierie et la maintenance multitechnique des bâtiments tertiaires.

2

LA RSE EN ACTION AU SEIN DES ENTREPRISES EN PORTEFEUILLE

2.1 - Déploiement de nos Essentiels

Notre démarche RSE se déploie dans toutes les phases de notre métier

1
Pré-investissement

1. Analyse d'opportunités d'investissement

« Sensibiliser / comprendre où nous en sommes »

	Situation en 2025*
/ Intégration du thème de la RSE dans les entretiens préliminaires avec les dirigeants, les lettres d'intention et les notes d'investissement	100 % =
/ Réalisation de Due Diligences ESG	100 % =
/ Insertion de clauses spécifiques dans les pactes d'actionnaires	100 % =

3
Cession

3. Cession

« Que transmettons-nous ? »

	Situation en 2025*
/ Réalisation d'une Vendor Due Diligence RSE ou intégration d'un chapitre RSE dans les Infos Memo de vente	n/a

2
Phase d'investissement

2. Accompagnement et transformation

« Agir sur la durée »

I. DÉPLOIEMENT DE NOS « ESSENTIELS »

	Situation en 2025*
Comprendre et s'organiser	
/ Réalisation d'un diagnostic RSE post-opération	80 % ↘
/ Nomination d'un référent RSE	100 % =
/ Nomination d'au moins un administrateur indépendant	53 % ↗
Agir (Opérationnalité, matérialité des impacts)	
/ Mesure de l'empreinte GES	100 % =
/ Définition d'une trajectoire de décarbonation	60 % ↗
/ Enquête de climat social	67 % =
/ Élaboration d'un plan d'action RSE	93 % ↗
Suivre et dire	
/ Intégration de la RSE à l'agenda des Comités Stratégiques	100 % ↗
/ Code de gouvernance ou charte éthique	93 % ↗
/ Collecte d'informations KPIs et feedback	93 % ↘

II. APPROFONDISSEMENT DE LA DÉMARCHE

/ Échanges réguliers sur l'exposition aux risques, la trajectoire de décarbonation, l'enquête de climat social et le plan d'action
/ Travail sur la culture, les processus de décision et l'organisation de l'entreprise au regard des enjeux identifiés
/ Réflexion et intégration des démarches RSE innovantes spécifiques au secteur d'activité de l'entreprise
/ Analyse des risques à long terme sur le business model de l'entreprise

* Pourcentage de déploiement de nos Essentiels au sein des investissements pour MMF V et MMF 6.

2.2 - Témoignages d'accompagnement

acensi

Acensi accompagne les entreprises dans la gestion de leurs projets digitaux, en offrant des services de conseil, de développement d'applications sur mesure et de maintenance d'infrastructures critiques

« L'intelligence artificielle est à la fois un accélérateur et un défi pour notre stratégie RSE. »

Labellisée Numérique Responsable (NR) et déjà engagée sur ses trajectoires carbone, Acensi, entreprise de conseil du numérique, structure sa politique RSE autour de trois piliers : social, environnemental et éthique. Cassandre Gonin, Chief of Staff et Responsable QSE, RSE et Conformité, revient sur les spécificités de son secteur d'activité.

Cassandre Gonin
Chief of Staff et Responsable QSE, RSE et Conformité

Quelles sont les particularités du secteur du numérique en matière de RSE ?

Cassandre Gonin : Nos enjeux RSE sont étroitement liés à l'impact du numérique et des technologies, et à notre rôle d'accompagnement des organisations dans leur transformation digitale. Le numérique responsable en constitue le principal pilier : gestion du cycle de vie des équipements informatiques, promotion d'un usage numérique sobre, éco-conception et réduction de l'empreinte environnementale des systèmes d'information. Acensi est labellisée Numérique Responsable niveau deux par l'Agence LUCIE, impliquant de former l'ensemble de nos collaborateurs sur ces sujets, tant en interne que chez les clients.

Quels enjeux ressortent particulièrement pour 2025-2026 ?

L'intelligence artificielle constitue l'enjeu majeur. Elle est à la fois un accélérateur incontournable, car nos clients attendent que nos collaborateurs sachent l'utiliser, et un poste de consommation énergétique important. Une requête sur un programme IA (LLM) consomme nettement plus qu'une recherche traditionnelle. S'y ajoute une dimension éthique et sécuritaire : la vigilance sur la nature des données transmises aux outils d'IA et leur traitement par les entreprises qui les développent. Ce paradoxe se prolonge sur le volet social, notamment sur le recrutement : les clients recherchent des profils expérimentés, en compensant les tâches moins techniques par l'IA. Acensi souhaite néanmoins recruter et former des profils juniors, essentiels pour l'avenir de l'entreprise.

Comment se structure la politique RSE d'Acensi ?

Elle repose sur trois piliers complémentaires. Le pilier social couvre la diversité et l'inclusion, le respect des droits humains, l'égalité professionnelle, le bien-être au travail et l'accompagnement des collaborateurs dans leur formation et leur évolution. Le pilier environnemental, plus mature, comprend : le suivi annuel des émissions de gaz à effet de serre, le bilan carbone, les trajectoires de réduction déposées auprès du SBTi (Science Based Targets Initiative), et les certifications EcoVadis et ISO 14001. Le pilier éthique et gouvernance couvre la transparence, la prévention de la corruption et la sécurisation des systèmes d'information. Cette démarche est pilotée par un comité RSE et relayée par un réseau d'ambassadeurs présents dans les différentes agences du groupe.

Quels projets concrets illustrent cet engagement ?

La Fondation Acensi, créée en 2025, porte notamment le projet « Laisse ton empreinte », qui finance à hauteur de 1 500 € des initiatives personnelles des collaborateurs à impact social ou environnemental. Un second projet, un festival de courts métrages réalisés avec l'IA, est lancé en 2026. Acensi mène également un programme dédié à la place des femmes dans le numérique via des actions de sensibilisation et des événements.

Comment Azulis Capital accompagne-t-il cette trajectoire ?

Azulis Capital nous accompagne activement dans l'identification de synergies sur les dispositifs déjà en place, adaptées à nos besoins et à notre niveau de maturité. Au-delà du partage de connaissances et de bonnes pratiques, Azulis joue un rôle de facilitateur en nous mettant en relation avec des partenaires de son réseau, sur les initiatives de réduction des impacts ou de décarbonation par exemple, nous évitant de partir de zéro sur des sujets déjà éprouvés par d'autres.

Le Groupe Wichard est un leader mondial des équipements nautiques, de sécurité et des composants industriels destinés à différents secteurs d'activité. Il commercialise ses produits sous des marques reconnues telles que Wichard, Ronstan, Sparcraft, Lorima, Axxon, Facnor, Profurl et Courant.

« Notre démarche RSE renforce durablement notre performance industrielle et notre compétitivité. »

Groupe industriel figurant parmi les leaders mondiaux de la fabrication d'équipements de sécurité pour le nautisme et l'industrie, Wichard franchit une nouvelle étape dans sa démarche RSE. Après avoir mesuré ses impacts et défini ses priorités, le Groupe structure désormais le déploiement de ses politiques dans l'ensemble de ses implantations et fait de la décarbonation, de la gouvernance et de la performance industrielle les principaux leviers de sa transformation durable. Entretien avec Fabrice Didden, Président du Groupe.

Fabrice Didden
Président du Groupe Wichard

Comment décririez-vous votre démarche RSE ?

Fabrice Didden : Elle s'est construite autour de nos valeurs : Collaborer, Agir, Respecter, Encourager (CARE). Elles nous ont conduits à fixer une exigence claire : rester concret plutôt que de viser uniquement l'obtention de labels. Un bilan carbone complet a été réalisé. L'exercice CSRD 2024-2025 nous a permis d'établir une matrice de double matérialité, faisant ressortir l'empreinte carbone et la gouvernance comme priorités. Nous avons structuré cette démarche à l'échelle du Groupe avec une coordinatrice RSE Groupe, chargée d'animer et de déployer nos politiques dans l'ensemble de nos entités, en lien avec un référent RSE par site et la direction locale. Cette organisation nous permet de conjuguer une ambition commune au niveau du Groupe avec des plans d'action adaptés aux réalités de chaque implantation.

Quels sont les principaux défis RSE liés à la diversité de vos activités et implantations ?

Wichard réalise deux tiers de son chiffre d'affaires dans le nautisme et un tiers dans des applications de sécurité pour les pompiers, les élagueurs ou les forces d'intervention. Notre présence aux États-Unis, en Europe et en Australie nous confronte à des réglementations et à des niveaux de maturité RSE différents. L'enjeu est de définir un socle commun d'exigences et de politiques Groupe, en tenant compte des contextes locaux. Nous partageons les meilleures pratiques entre nos entités afin d'élever progressivement l'ensemble du Groupe.

Pouvez-vous citer une réalisation concrète de l'année écoulée ?

La nouvelle usine de La Rochelle en France, un projet mené depuis cinq ans, réunit deux sites auparavant distants de 500 kilomètres et intègre de nombreuses améliorations sur le plan environnemental : réduction des flux de transport, exploitation d'une station de traitement de surface employant les procédés les plus modernes et respectant les dernières normes, panneaux photovoltaïques. Ce site abrite des bains d'anodisation de 23 mètres de long uniques en Europe, soumis à des exigences strictes de la Dreal[1] et de la Sécurité civile (DGSCGC[2]). Un important travail est mené sur la réduction et le traitement des déchets comme les effluents, pour une consommation d'eau et d'énergie mieux maîtrisée. Certains résidus à plus forte valeur ajoutée sont désormais valorisés, notamment dans des cimenteries. Nous avons doublé notre capacité de production tout en réduisant les volumes d'emballage, ouvrant la voie à de nouveaux marchés.

Cette usine illustre notre conviction : performances industrielle et environnementale ne s'opposent pas. En repensant nos flux, nos procédés et nos consommations dès la conception du site, nous améliorons simultanément notre empreinte environnementale, notre efficacité opérationnelle et notre capacité de production.

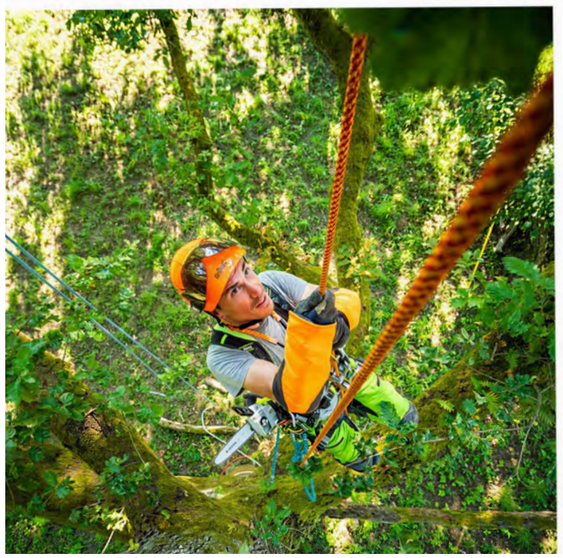
Comment Azulis Capital vous accompagne-t-il dans cette démarche ?

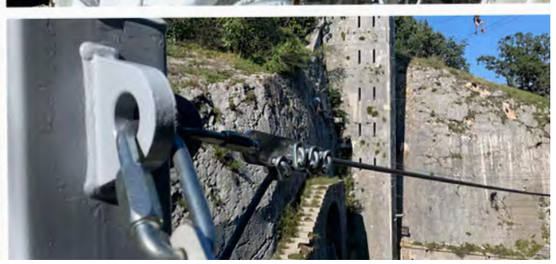
Azulis nous accompagne en apportant un cadre d'exigence, de mesure et de reporting qui nous permet d'accélérer notre démarche. Le fonds a mandaté le cabinet Blunomy pour une revue indépendante de notre bilan carbone et une analyse des leviers de décarbonation. Cette mesure précise nous a permis d'affiner, par exemple, notre politique d'achats responsables avec nos fournisseurs pour réduire notre empreinte, à commencer par l'aluminium, notre principal poste d'émissions. En généralisant l'aluminium recyclé, déjà utilisé à 80 % pour une partie de notre production, nous visons une division par trois de nos rejets CO_2 liés à cette matière première.

Quels engagements portez-vous vis-à-vis de vos collaborateurs ?

Notre premier engagement est de construire dans la durée avec nos collaborateurs. 83 % de nos effectifs sont en CDI et ils comptent 29 % de femmes. Nous investissons dans le développement des compétences via la formation. Toutes nos entités disposent d'un dispositif de prévention santé-sécurité. Nous associons également les équipes à la création de valeur du Groupe, avec une ouverture du capital à près de 50 salariés répartis dans quatre pays.

Compétences, santé-sécurité et partage de la valeur constituent ainsi trois dimensions essentielles de notre politique sociale.





[1] Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
[2] Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises

3

FOCUS
SUR LES ENTREPRISES

Fonds concerné :
MMF 6

Activité :
Conseil IT, data, cybersécurité, IA

Localisation :
Courbevoie (92)

Chiffre d'affaires :
209 M€ (2025)

Effectifs :
900

Date d'investissement :
30/04/2025

Référent RSE :
Cassandre Gonin

Activité

Fondé en 2003 par Thibault Blin, Acensi est un groupe de conseil spécialisé dans les métiers de l'IT, structuré autour de cinq expertises : développement applicatif (31 % du CA), gestion de projet et AMOA (27 %), data et IA (18 %), infrastructure, cloud et cybersécurité (14 %), et BPO (10 %, en décroissance). Le groupe intervient principalement en assistance technique auprès de grands groupes français.

Son siège est implanté à La Défense. Acensi compte neuf bureaux en France, ainsi qu'une présence à Bruxelles, Montréal, Lisbonne et à l'Île Maurice.

Faire grandir ses talents et responsabiliser le numérique

Acensi fait de l'accompagnement des talents et de la formation un pilier central de sa démarche. Le groupe recrute majoritairement de jeunes profils et les accompagne dans une montée en compétence continue, via des parcours certifiants proposés à chaque étape de leur évolution professionnelle. Cette ambition s'est concrétisée en 2024 par la reprise de l'École Hexagone, spécialisée en cybersécurité et en intelligence artificielle, qui forme près de 250 élèves par an et alimente le vivier de talents du secteur tout en contribuant à la souveraineté numérique française. L'engagement dépasse d'ailleurs le seul cadre professionnel : lancé fin 2024, le programme « Laisse ton empreinte » soutient et finance des projets solidaires portés par les collaborateurs eux-mêmes, ancrant le groupe dans ses territoires.

La diversité et l'inclusion constituent un autre pilier de cet engagement. Le programme Women in IT, la politique de recrutement équitable et les partenariats avec une quinzaine d'écoles élargissent l'accès aux métiers de l'IT à des profils variés. Conjuguée à une démarche d'insertion sociale et à des équipes réparties entre la France et l'international, cette ouverture nourrit une mixité en progression au sein de l'encadrement.

Sur le plan environnemental, outre ses actions pour réduire son empreinte carbone, Acensi structure sa démarche autour du « Green IT » et de la sobriété numérique, reconnue par l'obtention du label Numérique Responsable de niveau 2 (agence Lucie). Cet engagement se prolonge auprès de ses clients, à travers une offre de services éco-responsables et un calculateur carbone développé en 2025 pour mesurer et réduire l'empreinte de leurs projets numériques.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

/ **15 tCO_2** par M€ de CA

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 1,9 %
- Scope 3 : 98,1 %

Réalisé avec le cabinet HelloCarbo en 2025 (sur les données 2024), le bilan carbone s'établit à 3 271 tCO_2e. Comme pour toute activité de services, l'empreinte est très largement concentrée sur le Scope 3 (achats et sous-traitance, déplacements, équipements et usages numériques).

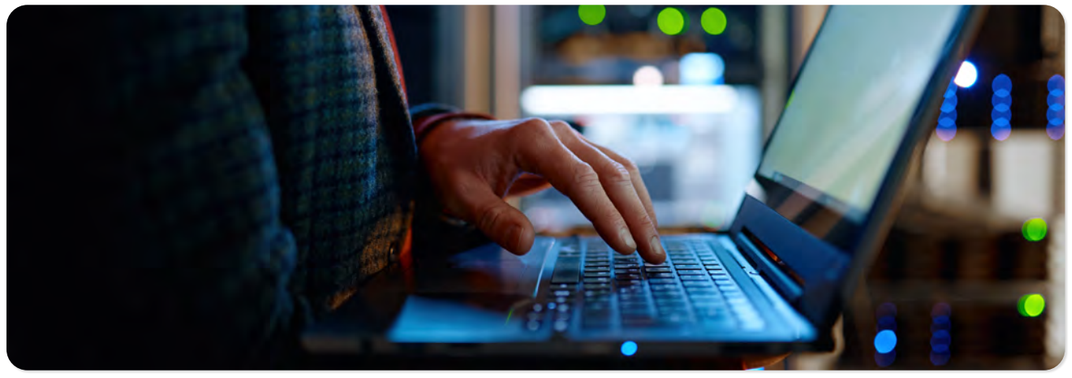
Une trajectoire bas-carbone « *near-term* » à horizon 2034, alignée sur un scénario 1,5 °C, a été validée par la SBTi. Elle prévoit une réduction de 60 % des Scopes 1 & 2 et de 35 % du Scope 3, soit environ 300 tCO_2e évitées par an.

Actions entreprises

/ Flotte convertie au 100 % électrique, électricité verte à garanties d'origine et réduction ciblée de 10 % des consommations électriques
/ Réduction de moitié des vols long-courriers, développement du covoiturage et des mobilités durables
/ Engagement des prestataires à réduire leur intensité carbone de 15 % et politique d'achats responsables
/ Équipements IT reconditionnés et durée de vie allongée
/ Tri des déchets en 7 flux et objectif 2030 de −20 % de déchets produits (base 2024)

Impact social & partage de la valeur

/ **Gender gap : 1,1 %**
/ **Formation : 4,3 heures en moyenne par ETP**
/ **Parité H/F : 69/31** (au sein du collège des cadres)
/ **Accès au capital des salariés : 5,0 %**



ADVANS GROUP

- **Fonds concerné :** MMF 6
- **Activité :** Ingénierie externalisée
- **Localisation :** Cachan (94)
- **Chiffre d'affaires :** 82 M€ (2025)
- **Effectifs :** 1 028 ETP
- **Date d'investissement :** 07/06/2023
- **Référents RSE :** Nathalie Rogon, Lionel Carré

Activité

Fondé en 2000, Advans est un groupe d'ingénierie externalisée spécialisé dans le domaine de l'électronique embarquée, notamment pour les marchés des semi-conducteurs, de l'énergie et du transport. Le groupe a deux principales activités : ingénierie des systèmes embarqués (c.70 % du CA) et développement logiciel (c.30 % du CA). Il met à disposition de ses clients des ingénieurs dans le cadre de projets de R&D (assistance technique ou plateaux de service).

Moins de déplacements, et plus d'égalité

La démarche RSE d'Advans est formalisée dans une charte environnementale et de durabilité qui fixe les règles à respecter en matière (i) de respect de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, (ii) d'éthique des affaires et (iii) du respect des droits des travailleurs et de la lutte contre la discrimination. Cette charte est discutée et mise à jour tous les ans au sein d'un comité RSE, auquel les représentants du personnel sont conviés. Ce comité se réunit au minimum une fois par an pour faire un point sur l'évolution des normes liées au métier et les évaluations externes (Ecovadis, Global Compact), fixer et suivre les objectifs du groupe. En particulier, les clients du CAC 40 accordent une pondération importante aux critères RSE lors des référencements.

Sur le volet environnemental, le groupe a mis en place en 2025 un **plan d'actions** visant à réduire son empreinte carbone, structuré autour de trois axes principaux : le développement de la mobilité bas carbone, la démarche de numérique responsable et la réduction de la consommation énergétique des locaux.

Le groupe est également très actif sur les sujets sociaux et de gouvernance suivants :

- Actions pour maîtriser le turn-over des ingénieurs, dans un marché en pénurie structurelle, et dans lequel les meilleurs éléments partent mécaniquement chez les clients ;
- Féminisation du métier d'ingénieur : plan d'actions pour l'égalité H/F (recrutement, rémunération, formation), campagne de sensibilisation sur les comportements sexistes ;
- Mise en place de chartes relatives à l'éthique des affaires, aux exigences avec les fournisseurs et les sous-traitants, au respect des droits des travailleurs et de la lutte contre la discrimination.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **26 tCO_2** par M€ de CA
  (Nouvelle 1ère mesure, sur l'intégralité du périmètre France)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 12,2 %
- Scope 3 : 87,8 %

Le scope 3 représente une part prépondérante dans les émissions du groupe, avec en premier lieu les achats de biens et de services, les déplacements professionnels et la restauration / hébergement.

Actions entreprises

- Suppression des trajets Paris-Aix en avion et de l'ensemble des trajets pour lesquels l'aller-retour est réalisable en train dans la journée
- Électrification de la flotte de véhicules de fonction (100 % d'ici 2028) et mise en place de bornes de recharge en agences
- Extension du bilan carbone à l'échelle d'Advans France
- Mise en place d'une stratégie d'achat et de consommation numérique responsable : prolongation de la durée de vie des équipements, recyclage des équipements, diminution des volumes de stockage de données et de flux numériques
- Formation des ingénieurs à l'éco-conception des produits pour répondre aux exigences des clients d'hébergement

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 5,5 % (↘ -1,6 pts)**
- **Formation : 4,2 heures** en moyenne par ETP **(=)**
- **Parité H/F : 84/16 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 1,6 % (↗ +1,6 pts)**

Destia
Destiné à votre Autonomie

- **Fonds concerné :** MMF 6
- **Activité :** Services à la personne
- **Localisation :** Orléans (45)
- **Chiffre d'affaires :** 252 M€ (2025)
- **Effectifs :** 6 714 ETP
- **Date d'investissement :** 28/10/2021
- **Référent RSE :** Luigi Romeo

Activité

Le groupe Destia est l'un des acteurs majeurs des services à la personne en France.

Il est né de la fusion, en mars 2015, d'Avidom, spécialiste en Île-de-France du maintien à domicile de personnes fragiles, et de Sous Mon Toit, spécialiste régional des personnes fragiles.

Le groupe est présent en France, en Espagne, en Irlande, en Allemagne et en Suisse.

Entreprise à Mission

Destia a mis en place une stratégie RSE active, adaptée au secteur du maintien à domicile et principalement axée sur les enjeux RH et la qualité de services.

En juin 2023, Destia est devenu Entreprise à Mission avec la raison d'être suivante : « Apporter un accompagnement de qualité et personnalisé à toute personne en recherche d'autonomie faisant le choix de vivre à domicile, ainsi qu'à son entourage, tout en veillant au bien-être des collaborateurs ».

À ce titre, le groupe Destia a pris des engagements à quatre niveaux :

- **Auprès de ses bénéficiaires,** en appliquant **une politique de tarification inclusive,** pour garantir l'accès de tous à un accompagnement de qualité ;
- **Auprès de ses collaborateurs,** en proposant notamment des **parcours d'intégration et de formation continue,** pour valoriser les compétences et offrir des perspectives d'évolution aux salariés ;
- **Au sein de son secteur, en promouvant les bonnes pratiques professionnelles** à travers des évaluations externes et des enquêtes de satisfaction annuelles ;
- **Pour l'environnement,** via un plan climat ambitieux.

Le groupe a mis en place un comité de mission composé de neuf membres, dont six personnes extérieures, ainsi qu'un plan de suivi d'indicateurs clés et un plan de décarbonation.

Cette démarche collective de transformation inclut l'ensemble des collaborateurs de Destia ainsi que les parties prenantes externes (bénéficiaires, partenaires institutionnels, mutuelles).

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **58 tCO_2** par M€ de CA **(↘ 41 %)**

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 10,3 %
- Scope 3 : 89,7 %

Les déplacements des intervenants aux domiciles des bénéficiaires constituent le principal enjeu de réduction de l'impact carbone du groupe. La voiture représente environ 70 % des distances parcourues pour près de 90 % des émissions.

Actions entreprises

- Objectif de réduction de 25 % de l'intensité carbone, d'ici 2028 par rapport à 2022 (conforme au référentiel SBTi)
- Travail sur deux leviers prioritaires :
  - Diminution des kilomètres parcourus par les intervenants : étude des parcours des intervenants et de re-sectorisation, ouverture de nouvelles succursales, recrutement d'intervenants plus proches des bénéficiaires
  - Report modal : mesures d'incitation à l'usage des transports en commun ou mobilités douces, facilitation de l'usage de la voiture électrique (notamment avec la mise en place de bornes de recharge au siège de la société)

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 7,9 % (↗ 3,8 pts)**
- **Formation : 32 heures** en moyenne par ETP **(↗)**
- **Parité H/F : 36/64 (↗)** (au sein du collège des cadres)

Compte tenu d'une activité qui emploie par nature un grand nombre de collaborateurs, le groupe Destia s'est particulièrement engagé à veiller à leur bien-être et à leur formation, ainsi qu'à promouvoir les bonnes pratiques professionnelles du secteur en respectant la réglementation en vigueur et en plaçant la déontologie et l'éthique au cœur de l'action du groupe.

Des indicateurs plus spécifiques basés sur des enquêtes qualité et de climat social seront donc mis en place d'ici 2027.

Le critère de partage de la valeur basé sur une ouverture du capital aux salariés s'avère moins adapté et plus complexe à mettre en œuvre.

> « Notre priorité numéro un est, et a toujours été, la santé, le bien-être et la protection de nos collaborateurs, de nos bénéficiaires et de leurs proches. Un collaborateur qui se sent bien, reconnu, écouté, répondra toujours présent. C'est une vision que l'on doit avoir chaque jour, chaque instant, pas uniquement en période de crise. Nous sommes très fiers que le groupe soit devenu Entreprise à Mission avec pour projet l'amélioration de la qualité de vie du plus grand nombre de personnes fragilisées.

Xavier Mura
Président

eksaé

- **Fonds concerné :** MMF V
- **Activité :** Édition de logiciels
- **Localisation :** Rueil-Malmaison (92)
- **Chiffre d'affaires :** 14 M€ (2025)
- **Effectifs :** 110 ETP
- **Date d'investissement :** 30/09/2019
- **Référent RSE :** Régis Baudouin

Activité

Eksaé est spécialisée dans les logiciels de paye et de comptabilité à destination du secteur public (établissements publics, régions, départements, municipalités). La force d'Eksaé repose sur sa très bonne connaissance des besoins de ses clients et sur ses logiciels dédiés disponibles en mode SaaS.

L'humain au cœur de la démarche RSE

La démarche a été engagée en janvier 2021 avec l'aide d'un cabinet externe sur le thème de la gouvernance, du climat social et des enjeux prioritaires. Elle a beaucoup progressé depuis et a abouti à la rédaction d'un premier rapport RSE en 2023, puis d'un second en 2025.

Dans le domaine social, Eksaé a défini des priorités :

- **Flexibilité du travail :** la société fait preuve de souplesse dans l'organisation du travail, avec d'une part le développement du télétravail, notamment pour les personnes habitant loin de leur bureau, et d'autre part la possibilité de travailler à temps partiel.
- **Organisation du dialogue social :** il a été pensé de sorte que le personnel soit consulté et puisse se faire entendre. Une enquête de climat social est réalisée chaque année pour mesurer l'adhésion et le bien-être des collaborateurs.
- **Montée en compétences des salariés :** la société met à leur disposition des formations sur l'ensemble des produits d'Eksaé et sur les évolutions de la règlementation mouvante du secteur public en RH et en finance.
- **Égalité homme-femme et inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap :** ces sujets sont désormais traités et suivis avec attention.
- **Achats responsables :** une politique a été définie (règlement des factures à date, bilan annuel des relations avec les fournisseurs, nomination d'un responsable achats…).
- **Mobilisation contre toute forme de corruption et sécurisation des données :** il s'agit de sujets prioritaires pour une société qui travaille dans la sphère publique. La publication en 2025 d'un Code de conduite éthique articulé autour de 9 engagements applicables à tous les collaborateurs s'inscrit dans cette trajectoire.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **70 tCO_2** par M€ de CA (↗)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 0,5 %
- Scope 3 : 99,5 %

L'hébergement et le fonctionnement des produits numériques représentent la majeure partie des émissions (74 %), suivis par les achats et services (8 %), les déplacements (8 %) et les bureaux (8 %).

L'hébergement dans le Cloud des solutions proposées par Eksaé explique le poids important des produits numériques dans le bilan carbone.

Actions entreprises

- Allongement de la durée de vie du matériel IT et recyclage des ordinateurs en fin de vie auprès d'une association
- Électrification progressive de la flotte de véhicules
- Optimisation des déplacements en privilégiant la visioconférence
- Choix du cloud pour les logiciels afin de limiter l'obsolescence des infrastructures
- Optimisation du codage et de l'architecture des logiciels d'Eksaé pour améliorer leur performance énergétique
- Réduction des surcharges informationnelles (trop de données affichées ou traitées) et suppression des fonctionnalités inutiles
- Limitation du nombre de documents imprimés et diffusion des bonnes pratiques
- Obtention de la notation Bronze, de l'organisme de certification Greenspector, pour les principales solutions Eksaé Suite

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 8,2 % (↘ –17,9 pts)**
- **Formation : 2,1 heures** en moyenne par ETP (↘)
- **Parité H/F : 62/38** (↗) (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 1,5 % (=)**

« Nos convictions en matière de responsabilité guident le pilotage et le développement de chacune de nos actions. Nous ne sommes pas juste responsables, mais agitateurs responsables. Notre démarche vise à diffuser les bonnes pratiques et à impulser de nouvelles tendances. Aussi, nous nous attachons à agir quotidiennement en cohérence avec notre positionnement et nos valeurs essentielles de respect, d'audace et de solidarité. Il n'est pour nous pas de réel progrès possible sans prise en compte collective et individuelle de la dimension sociétale et environnementale. Cette dernière est garante de sens dans nos missions et d'un avenir meilleur, profitable à tous.

Régis Baudouin
Président

EURADIF

- **Fonds concerné :** MMF 6
- **Activité :** Fabrication de portes d'entrée pour maisons individuelles
- **Localisation :** Verquigneul (62)
- **Chiffre d'affaires :** 40 M€ (2025)
- **Effectifs :** 222 ETP
- **Date d'investissement :** 29/06/2022
- **Référent RSE :** Amandine Faller

Activité

Créé en 1994 à Erquinghem-Lys, Euradif s'impose aujourd'hui comme l'industriel français de référence dans le design et la fabrication de la porte d'entrée.

La société intervient en B2B auprès d'une clientèle de fabricants menuisiers, de fenêtriers, poseurs ou non, et de négoces spécialisés en menuiseries.

Elle exploite deux sites industriels dont une unité de laquage « zéro déchet » et fabrique 50 000 produits par an.

Une démarche d'amélioration continue récompensée

Sous l'impulsion de son dirigeant-fondateur, la société Euradif a spontanément mis en place une démarche d'amélioration de ses pratiques RSE organisée autour de 6 piliers :

- La communication et la transparence ;
- L'innovation et la digitalisation ;
- L'implication sociale ;
- La qualité de vie au travail ;
- La gestion de l'entreprise ;
- L'environnement.

Une responsable RSE a été recrutée en 2022. De nombreuses actions ont été engagées sur ces différents thèmes, parmi lesquelles : la digitalisation des processus, l'installation d'un manipulateur de portes pour faciliter les opérations de manutention, l'installation de compresseurs plus économes en énergie, l'appel à un ergonome pour améliorer les postes de travail, le sponsoring d'associations à vocation sociale (Les « Jolie » Gènes, les Sourds de Voile). Un premier rapport RSE a été publié en 2022.

Toujours très engagé dans l'amélioration continue de ses pratiques RSE, le groupe a poursuivi ses actions en 2025 :

- **Sur le plan de la décarbonation,** le groupe a élaboré une feuille de route climat ambitieuse, qui prévoit une réduction de 30 % des émissions à horizon 2030 et la neutralité carbone en 2050 ;
- **Sur le volet social,** Euradif a renouvelé ses initiatives en faveur de plusieurs causes (semaine de la santé mentale, octobre rose, objectif zéro accident) et travaillé avec ses collaborateurs sur sa raison d'être.

L'engagement d'Euradif a été récompensé par l'obtention de la certification EcoVadis Bronze dès sa première participation.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **242 tCO_2** par M€ de CA (**↘ -40 %**, grâce à l'utilisation d'aluminium recyclé et bas carbone)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 11,8 %
- Scope 3 : 88,2 %

Le scope 3 chez Euradif concerne surtout les achats de matières premières (73 % dont 49 % pour les métaux et plastiques), les déplacements des collaborateurs (7 %), le fret (5 %) et les déchets (5 %).

Actions entreprises

- Remplacement de l'éclairage du site de thermolaquage par des LEDs
- Prise en compte systématique de critères environnementaux dans le choix des fournisseurs d'aluminium, de vitrage et de colle
- Travail en cours sur la conception d'une « calculatrice carbone » permettant d'évaluer le bilan carbone de chaque référence de sa gamme, avec l'aide d'un conseil extérieur
- Étude, en partenariat avec les transporteurs du groupe, d'un projet ambitieux visant à remplacer l'ensemble de ses chevalets de transport, actuellement en bois et à usage unique, par des palettes métalliques réutilisables

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : -1,4 % (↘ -11,6 pts)**
- **Formation : 4,1 heures** en moyenne par ETP (↘)
- **Parité H/F : 79/21*** (au sein du collège des cadres) (↘)
- **Accès au capital des salariés : 2,3 % (↗ +2,2 pts)**

*mais 42 % de femmes au Comité Exécutif

fidel fillaud
Votre contenu & notre contenant

- **Fonds concerné :** MMF 6
- **Activité :** Distribution d'emballages primaires
- **Localisation :** Les Sorinières (44)
- **Chiffre d'affaires :** 172 M€ (2025)
- **Effectifs :** 303 ETP
- **Date d'investissement :** 27/09/2021
- **Référent RSE :** Anthony Blandin

Activité

Créée en 1929 à Nantes, Fidel Fillaud est le leader en France dans la distribution d'emballages légers à destination de l'industrie.

Le groupe distribue une large gamme d'emballages primaires en plastique, métal, verre et kraft (4 500 références) à ses 10 000 clients. Son positionnement agile de distributeur lui permet de travailler avec des fournisseurs innovants en matière d'emballages écoresponsables.

Actionnaires engagés, salariés satisfaits !

Fidel Fillaud a une démarche RSE très engagée reposant sur deux axes prioritaires :

L'humain et l'écoresponsabilité.

Les valeurs humaines, le sens du collectif, la confiance et l'exigence sont les piliers de la croissance du Groupe. Fidel Fillaud est une entreprise où chacun doit être accueilli, écouté, reconnu et encouragé à grandir.

Fidel Fillaud a ainsi mis en place en mai 2024 un FCPE afin de proposer à l'ensemble des salariés du groupe de devenir actionnaire. 90 % des collaborateurs ont saisi cette opportunité pour 4 200 € d'investissement moyen ce qui témoigne d'une grande confiance dans le groupe.

Par ailleurs, la société Fidel Fillaud a obtenu du premier coup le label de *Great Place to Work* en 2024, avec 91 % de participation et 79 % de retours positifs, ce qui témoigne de l'excellent climat social du groupe.

Sur le plan de l'écoresponsabilité, Fidel Fillaud mène une veille permanente sur les innovations en matière d'emballages éco-conçus, afin d'augmenter la part des solutions à faible empreinte environnementale dans son mix produits. La société s'attache également à conseiller ses clients sur le choix et la recyclabilité des matériaux, afin de les orienter vers les produits les plus durables.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **752 tCO_2** par M€ de CA (↘ **−11 %**)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 2,2 %
- Scope 3 : 97,8 %

Le scope 3 chez Fidel Fillaud concerne surtout les achats de produits (~ 50 %), la fin de vie des produits (~ 30 %) et le fret (~ 15 %).

Actions entreprises

- Mise en place d'un plan d'action pour protéger l'environnement baptisé **ECOsphere** englobant :
  - Un *sourcing* qui privilégie une offre de produits éco-responsables et principalement des fabricants français et européens
  - Un travail actif sur le tri et le recyclage
  - Une démarche active de digitalisation
- Développement d'un « **Packscore** » visant à noter l'ensemble des familles de produits tant sur des critères environnementaux que sur des critères de recyclabilité et de réemploi (dans une logique ACV) pour orienter les clients vers les produits les plus respectueux de l'environnement
- Augmentation de la part d'emballages en plastique recyclé ou éco-conçu et réduction du poids des contenants
- Passage à l'éclairage LED
- Transition des flottes de véhicules d'entreprise et de camions respectivement vers l'électrique et les biocarburants

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 10,0 % (↘ −7 pts)**
- **Formation : 9,9 heures** en moyenne par ETP (↗)
- **Parité H/F : 62/38 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 79,4 % (↗ +79,4 pts)** (mise en place d'un FCPE)

> « Les valeurs humaines, le sens du collectif, la confiance et l'exigence sont les piliers de la croissance du Groupe. Fidel Fillaud est une entreprise où chacun doit être accueilli, écouté, reconnu et encouragé à grandir : ce sont ses racines.

Jean-François Boutier
Président

FRIO GROUPE

- **Fonds concerné :** MMF V
- **Activité :** Conception et distribution d'équipements frigorifiques
- **Localisation :** Arnage (72)
- **Chiffre d'affaires :** 78 M€ (février 2026)
- **Effectifs :** 114 ETP
- **Date d'investissement :** 01/10/2019
- **Référent RSE :** Xavier Dubreuil

Activité

Spécialiste du froid, Frio a été créé en 1993. Le groupe conçoit, fait fabriquer et commercialise des caves à vin sous différentes marques (les principales étant La Sommelière, Avintage, Climadiff et Temptech) mais également du froid domestique (réfrigérateurs, congélateurs) et professionnel (vitrines réfrigérées) sous la marque Frigelux, ou encore du froid médical sous la marque Médifroid.

Une conscience sociale et environnementale

La démarche RSE de Frio se concentre plus particulièrement sur les aspects sociaux et environnementaux, sur lesquels le groupe estime pouvoir apporter les effets positifs les plus significatifs.

Sur le plan de la responsabilité sociale, le Groupe a atteint la parité parfaite entre hommes et femmes sur les différents types de poste. Les augmentations de salaires ont été concentrées sur les plus faibles rémunérations afin de réduire les écarts. Plus de 500 k€ ont été investis dans la rénovation des bureaux afin d'améliorer la qualité de vie au travail en les rendant plus confortables. La production made in France a été développée. Enfin, l'ensemble des salariés s'est vu offrir la possibilité de devenir actionnaire du groupe et plus de 50 d'entre eux ont saisi cette opportunité.

Sur le plan de la responsabilité environnementale, un travail permanent est effectué afin de décarboner progressivement l'activité, en agissant notamment sur trois leviers : la fabrication, l'usage (réduction de la consommation électrique) et la fin de vie des produits, dont les pièces détachées restent disponibles pendant 10 ans pour en accroître la réparabilité.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **2 498 tCO_2** par M€ de CA

(1ère mesure partielle sur la France, soit 76 % du CA groupe)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : n/s
- Scope 3 : 100 %

Le scope 3 chez Frio concerne surtout les achats de produits (39,5 %), leur utilisation (34,9 %) et leur fin de vie (23,6 %). Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le transport amont et aval représente moins de 1 % des émissions globales de l'activité du Groupe.

Actions entreprises

- Renforcement de la collaboration avec les fournisseurs afin d'approfondir la démarche d'éco-conception des produits, en travaillant notamment sur le poids, les matériaux employés, la consommation énergétique, la maintenabilité et recyclabilité
  - → Baisse moyenne de la consommation énergétique sur 2 ans : -2,4 % sur la gamme de caves à vin, -11,4 % sur le froid domestique et -9,8 % sur le froid professionnel
- Développement de procédures d'achats responsables
- Campagne de sensibilisation auprès des collaborateurs pour obtenir des gains sur les autres postes

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 42,8 % (↘ −6,7 pts)**
- **Formation : 1 heure** en moyenne par ETP (=)
- **Parité H/F : 64/36 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 41,2 % (↗ +30,8 pts)**

Fonds concerné :
MMF V

Activité :
Conception et distribution de produits d'hygiène écologiques

Localisation :
Rueil-Malmaison (92)

Chiffre d'affaires :
22 M€ (2025)

Effectifs :
22 ETP

Date d'investissement :
30/07/2019

Référents RSE :
Céline Augusto,
Marguerite Guillou

Activité

Fondée en 2011 par Céline et Gabriel Augusto, LOVE & GREEN se positionne comme la marque française pionnière du segment de la couche naturelle et écologique. La société (GREEN FAMILY) propose aujourd'hui une large gamme de produits écologiques à la fois en hygiène bébé, féminine et familiale. Elle cherche continuellement à innover afin de lutter contre l'utilisation de plastique pétrochimique et de s'affranchir de toute substance controversée.

Pionnier de l'hygiène écologique

L'humain et l'environnement sont au cœur du projet de GREEN FAMILY : depuis sa création, LOVE & GREEN milite quotidiennement pour proposer des alternatives plus saines et plus naturelles pour les produits d'hygiène, sans compromis entre efficacité, naturalité, traçabilité, et impact environnemental.

Engagée dans une démarche d'amélioration continue, GREEN FAMILY est devenue Entreprise à Mission en juin 2022, réaffirmant ainsi publiquement ses multiples engagements environnementaux et sociaux. A ce titre, la société a formalisé cinq objectifs statutaires couvrant l'ensemble de ses activités :

- Concevoir avec ses fournisseurs des produits efficaces, sains, et composés au maximum de **matières d'origine naturelle** ;
- Faire de la **démarche « mesurer, limiter, réduire »** un standard pour ses productions, en se reposant sur des méthodes robustes et reconnues. En ce sens, GREEN FAMILY a cofondé en 2023 l'association Green Impact Index, qui vise à déployer une méthode robuste et reconnue pour analyser l'impact environnemental et sociétal des cosmétiques. La société a également rejoint en 2025 l'association InterScores pour participer au déploiement d'une démarche similaire sur le segment des couches ;
- Accompagner ses consommateurs vers une consommation éclairée et responsable ;
- Cultiver l'esprit d'initiative de ses collaborateurs et de ses fournisseurs pour repenser les usages en innovant ;
- Plaider pour la clarté des compositions et la valorisation des produits responsables auprès des institutions et des acteurs du secteur.

Accompagnée par un référent externe depuis 2023, la société publie chaque année un rapport de mission.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **467 tCO_2** par M€ de CA

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 0,1 %
- Scope 3 : 99,9 %

Le scope 3 représente quasiment l'intégralité des émissions de GREEN FAMILY. Plus précisément, 95 % de l'empreinte carbone de la société est concentrée sur 3 postes : les matières premières (55 % des émissions), la fin de vie des produits (25 %), et le transport et la logistique (15 %).

Actions entreprises

- Réalisation d'un premier bilan carbone complet (scopes 1, 2 et 3)
- Déploiement en cours de la démarche ACT Pas-à-Pas de l'ADEME pour définir une trajectoire bas carbone
- Réduction de 36 % de l'empreinte carbone des couches entre 2018 et 2025 grâce à l'amélioration de leur composition
- Poursuite du projet de couches compostables : finalisation des tests techniques, validation par un panel de consommateurs, discussions avec les collectivités pour un futur déploiement

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 6,6 % (↗ +4,8 pts)**
- **Formation : 10 heures** en moyenne par ETP (↗)
- **Parité H/F : 15/85 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 22,7 % (↘ −65,5 pts)***

*impact d'un turn-over relativement important sur les dernières années

La RSE est intrinsèquement liée à toutes nos réflexions et décisions. C'est l'essence même de notre PME familiale française. Devenir Entreprise à Mission a été pour nous une évidence officialisant nos douze années d'engagement.

Céline Augusto
Présidente

Fonds concerné :
MMF V

Activité :
Importation et commercialisation de produits alimentaires italiens

Localisation :
Monaco

Chiffre d'affaires :
65 M€ (2025)

Effectifs :
67 ETP

Date d'investissement :
12/03/2019

Référent RSE :
Stephane Petroni

Activité

Créée en 2002 par Roberto Mengozzi et basée à Monaco, Ital Passion est spécialisée dans l'importation et la distribution de produits alimentaires italiens en France. Le groupe propose plus de 400 références avec un positionnement GMS premium, portées par des marques emblématiques telles que Florelli, Toscoro, ou Dolcioso, et s'inscrit dans une optique de consommation responsable, privilégiant l'aspect qualitatif et authentique de son offre.

La RSE au service de la qualité

La qualité gustative des produits Ital Passion est le pilier fondamental de l'activité du groupe. Le projet d'entreprise **Feel Food Feel Good** a été conçu pour piloter l'engagement du groupe en matière de développement durable sur des thèmes stratégiques (organisation et communication, approvisionnements, qualité et sécurité des produits, parties prenantes, bien-être des collaborateurs et environnement).

Un travail constant est effectué afin d'améliorer les recettes et les valeurs nutritionnelles de la gamme, par une démarche de sélection rigoureuse d'ingrédients de qualité et une suppression des additifs superflus (colorants, sucres ajoutés, additifs ou huile de palme).

Toutes les références sont produites en Italie, par des fournisseurs certifiés (96 % IFS ou BRC) tandis que des contrôles réguliers (85 en 2025 chez 68 fournisseurs et sur 82 références) garantissent le respect du cahier des charges.

Une attention particulière est portée au bien-être des équipes et à la transmission d'une culture d'entreprise forte afin de les fidéliser :

- Adoption d'une charte de la diversité ;
- Réalisation d'une enquête de climat social tous les 2 ans ;
- Déploiement d'un guide du management et promotion d'une culture du feedback.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **835 tCO_2** par M€ de CA

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 10,6 %
- Scope 3 : 89,4 %

Les achats de biens et de services représentent la quasi-intégralité du scope 3.

Actions entreprises

- Mise en place d'un plan de déplacement entreprise pour optimiser les trajets en aménageant les horaires de travail (48 % des employés du siège ont aujourd'hui adopté une mobilité durable)
- Initiation d'une démarche d'analyse du cycle de vie de l'ensemble de la gamme
- Généralisation du principe de l'éco-conception dans les phases d'innovation et de définition des recettes
- Utilisation de matériaux recyclables pour les emballages (50 % des produits sont aujourd'hui entièrement recyclables)

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 1,2 % (↘ -2,4 pts)**
- **Formation : 3 heures** en moyenne par ETP (↘)
- **Parité H/F : 68/32 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 3,0 % (↗ +0,4 pt)**

« Le rôle d'Ital Passion et de ses équipes est de cultiver de manière responsable la valorisation d'une gastronomie italienne authentique et son terroir riche de traditions et de multiples bienfaits. Nous sommes engagés dans une démarche RSE car nous avons pleinement conscience de notre impact et du pouvoir de chacune de nos actions pour mettre en place un processus d'amélioration continue soutenable avec l'aide de nos parties prenantes. Notre engagement repose sur la qualité de nos produits, car nous sommes convaincus qu'une nourriture plus saine est facteur d'amélioration du bien-être de tous. Notre volonté est de continuer à nourrir cette ambition pour l'avenir, avec cette même conscience d'ajouter en permanence de la valeur à chacune de nos actions, pour tous et dans chacun de nos produits.

Roberto Mengozzi
Président

Jordenen
L'EMOTION PAR L'OBJET

- **Fonds concerné :** MMF V
- **Activité :** Agence de communication par l'objet
- **Localisation :** Orléans (45)
- **Chiffre d'affaires :** 13 M€ (mars 2026)
- **Effectifs :** 55 ETP
- **Date d'investissement :** 27/03/2018
- **Référent RSE :** Majda Benchekroun

Activité

Créée en 1969, Jordenen compte parmi les leaders français du marché de la communication par l'objet.

La société se distingue par son offre Corporate destinée aux grands groupes ou aux entreprises multi-sites qui représentent plus de la moitié de son chiffre d'affaires. Jordenen gère ainsi une trentaine de sites Internet dédiés pour le compte de ses clients.

La société, dont le siège est situé à Orléans, dispose de quatre showrooms en France et emploie 55 personnes.

Une culture RSE ancrée dans les pratiques

Engagée dans une politique de responsabilité sociétale depuis 2012, année de son adhésion au Pacte mondial des Nations unies, Jordenen déploie une stratégie de durabilité structurée et documentée, articulée autour de :

- 3 certifications : ISO 14001, ISO 9001 et FSC® ;
- 2 évaluations RSE : Carbon Disclosure Project (note B obtenue en 2025) et EcoVadis (médaille Gold, 8e année consécutive) ;
- Les 10 principes du Global Compact.

Pour identifier et hiérarchiser ses enjeux prioritaires, Jordenen a formalisé une matrice de double matérialité. Cette analyse a servi de base à la définition d'une feuille de route centrée sur les principaux impacts du Groupe tout au long du cycle de vie de l'objet média. Dans ce cadre, Jordenen a fait valider par la SBTi en 2023 des objectifs visant une réduction de 30 % des émissions des Scopes 1 et 2 d'ici 2030 ainsi qu'une baisse du Scope 3, en cohérence avec une trajectoire de réchauffement limitée à +1,5 °C. Cette validation est venue formaliser une dynamique déjà engagée, les émissions ayant diminué de 15 500 à 10 500 tCO_2e entre 2018 et 2023.

Les achats de produits et le transport constituant le principal poste d'émissions de la société, ils représentent son premier levier d'action climatique. Jordenen concentre ainsi ses efforts sur l'éco-conception de son offre et la structuration d'une chaîne d'approvisionnement plus durable, avec notamment des objets affichant leur empreinte carbone, des gammes de produits en bois et papier certifiées FSC® (grâce à l'obtention de la certification FSC® Chaîne de Contrôle en 2025), plus de 700 références fabriquées en France et 57 % d'achats réalisés auprès de fournisseurs français.

Enfin, Jordenen agit sur la fin de vie de ses produits en privilégiant une logique circulaire : en 2025, 49 % de ses déchets ont été orientés vers le réemploi et le don, notamment via la filière VALDÉLIA, tandis que des objets issus de l'*upcycling* ont enrichi le catalogue.

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SCIENCE BASED TARGETS
DRIVING AMBITIOUS CORPORATE CLIMATE ACTION

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **582 tCO_2** par M€ de CA **(↘ −18 %)**

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 0,6 %
- Scope 3 : 99,4 %

Le scope 3 est en très grande majorité lié au poste « Achats de produits et transport ».

Actions entreprises

- Consommation d'électricité issue à 100 % de sources renouvelables
- Utilisation de cartons composés à 70 % de matière recyclée, d'enveloppes réutilisables et, à 35 %, de véhicules à faible émission pour les livraisons
- Sélection éthique des fournisseurs : membre SEDEX (Supplier B) et code de conduite fournisseurs aligné sur les conventions de l'OIT
- Contrôle et suivi : questionnaire RSE annuel, réunions de suivi et plateforme de compliance Aprovall Portal

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 5,3 % (↘ -9,1 pts)**
- **Formation : 5,7 heures (↗)** en moyenne par ETP
- **Parité H/F : 50/50 (↗)** (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 6,1 % (↗ +5 pts)**

LA BOUTIQUE OFFICIELLE .COM

- **Fonds concerné :** MMF V
- **Activité :** Vente en ligne de prêt-à-porter
- **Localisation :** Chaponost (69)
- **Chiffre d'affaires :** 75 M€ (mars 2026)
- **Effectifs :** 114 ETP
- **Date d'investissement :** 06/08/2020
- **Référent RSE :** Marine Krol

Activité

Fondé en 2007 à Lyon par Pascal Vivier et Julien Cohen, Laboutiqueofficielle.com est un site de vente en ligne de collections de prêt-à-porter urbain (dit *streetwear* ou *urban-wear*) spécialisé dans la vente de vêtements, chaussures et accessoires de mode (casquettes, montres, lunettes de soleil).

L'entreprise affiche un positionnement original centré sur la culture urbaine à la croisée des univers de la musique, du sport et des arts de la scène.

Cap sur la neutralité carbone

En tant qu'acteur du e-commerce de prêt-à-porter, la société concentre ses principaux enjeux RSE en amont de sa chaîne de valeur : impacts environnementaux du *sourcing*, de la fabrication, du transport et de l'emballage des produits, mais aussi conditions sociales chez ses fournisseurs. Cette exigence se double d'enjeux tout aussi structurants en interne, sur le plan social et humain. Sa démarche RSE s'organise ainsi autour de trois enjeux prioritaires :

- **Une chaîne d'approvisionnement responsable, enjeu n°1 de la démarche**

  Parce que l'essentiel des impacts environnementaux et sociaux de son activité se concentre chez ses fournisseurs, la société place la responsabilisation de sa chaîne d'approvisionnement au premier rang de sa démarche RSE. Elle a ainsi notamment mis en place une charte fournisseurs responsables assortie d'un cadre d'évaluation et d'un suivi collaboratif de ses fournisseurs les plus importants, avec l'ambition de généraliser cette adhésion à l'ensemble de son panel.

- **La réduction de l'empreinte environnementale des activités et des emballages**

  Consciente de l'impact environnemental de ses emballages et de son activité logistique, la société a choisi d'agir prioritairement sur ses matériaux et sur sa consommation d'énergie. Elle a ainsi substitué le plastique par le kraft pour ses colis clients et engagé ses partenaires transport vers la neutralité carbone, tout en réduisant la consommation énergétique de ses sites.

- **Le renforcement de la dimension sociale et du partage de la valeur**

  Convaincue que la performance repose sur les équipes, la société place le capital humain et le partage de la valeur au cœur de sa démarche RSE. Elle investit dans l'employabilité de ses collaborateurs (formation à l'IA) et la réduction de la précarité (baisse du recours à l'intérim), tout en associant plus largement ses salariés à sa performance (actionnariat salarié et intéressement/participation).

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **161 tCO_2** par M€ de CA (↘ **−50 %**)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 0,3 %
- Scope 3 : 99,7 %

Les émissions du scope 3 sont principalement liées aux achats de vêtements (notamment les émissions liées à la fabrication des vêtements de marques tiers distribuées) et au transport des produits en amont et en aval.

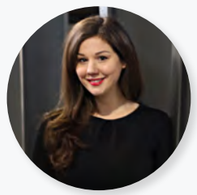
Actions entreprises

- Partenariat « Neutralité carbone » avec La Poste, en cours d'extension à Chronopost, pour le transport des colis
- Démarche d'éco-conception des emballages et tri/recyclage de 80 % des déchets
- Sobriété énergétique : bornes de recharge électrique et baisse de la température de déclenchement des aérothermes
- *Sourcing* renforcé auprès de fournisseurs proches et écoresponsables, dans le cadre d'une charte fournisseurs déjà signée par 75 % du panel (objectif 100 %)

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 21,4 %** (↗ **+10,9 pts**)
- **Formation : 14,0 heures** en moyenne par ETP (↗)
- **Parité H/F : 70/30** (↗) (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 6,1 %** (↗ **+6,1 pts**)

> « Nous avons souhaité engager nos fournisseurs dans notre démarche environnementale et sociale. Nous sommes également vigilants quant à la gestion de nos invendus et choisissons avec beaucoup de soin les associations locales avec lesquelles nous travaillons pour la récupération de ceux-ci. Ils sont ensuite distribués aux personnes dans le besoin. En interne, nous sommes très attentifs au développement des compétences de nos collaborateurs.



Thea Rosin
Directrice générale

Fonds concerné :
MMF 6

Activité :
Conception et distribution de produits d'hygiène et cosmétiques naturels

Localisation :
Epône (78) et Salon-de-Provence (13)

Chiffre d'affaires :
44 M€ (2025)

Effectifs :
104 ETP

Date d'investissement :
12/10/2021

Référent RSE :
Sophie Dartois

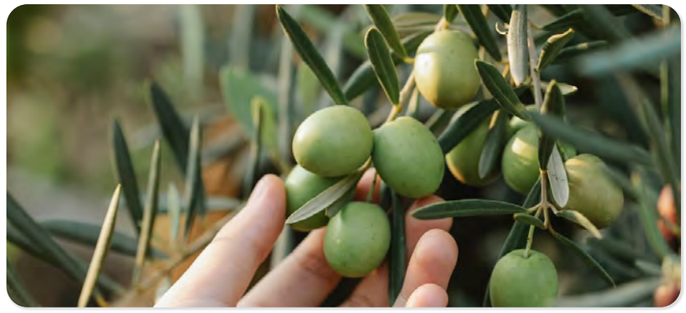
Activité

Fondée en 1996, La Phocéenne de Cosmétique conçoit, formule et distribue des produits d'hygiène et de cosmétique naturelle « made in France » sous les marques Le Petit Olivier, Lovea, Laboratoires Vendôme et Laboratoires de Biarritz. Le groupe propose près de 300 références de savons, gels douche, shampoings, soins et produits solaires élaborés à partir d'ingrédients d'origine naturelle. Grâce à ses différentes marques, il couvre des positionnements complémentaires allant de la cosmétique naturelle grand public aux soins dermo-cosmétiques pour peaux sensibles et aux produits bio distribués en pharmacies, parapharmacies et magasins spécialisés.

Une RSE holistique et intégrée à la stratégie

La RSE est un pilier de l'ADN de La Phocéenne de Cosmétique et se traduit par des engagements concrets tout au long de sa chaîne de valeur.
Ils comprennent le soutien et le développement de filières de *sourcing* d'ingrédients responsables, une formulation transparente et *clean* des produits, une fabrication française, une réduction et une écologisation des emballages, une sensibilisation des salariés aux bonnes pratiques environnementales (Fresque du Climat, défis écoconduite, tri des déchets…).

La Phocéenne mène une action pionnière sur la mesure de son empreinte biodiversité, à partir de laquelle elle prévoit de travailler sur le choix des ingrédients, qui sont à l'origine de 80 % de son impact sur la biodiversité.



Démarche de décarbonation

Intensité carbone

/ **256 tCO_2** par M€ de CA **(↘ −25 %)**

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 1,6 %
- Scope 3 : 98,4 %

Une large partie des émissions est liée au scope 3, parmi lesquelles :
- 61 % dues au poste « achat de produits » (achats des intrants nécessaires à la fabrication des produits) ;
- 24 % liées à la fabrication sous-traitée d'emballages pour les produits.

Actions entreprises

/ Packaging : réduire et recycler (objectif de diminution de 20 % d'utilisation de plastique vierge d'ici à 2027 / atteindre 25 % de plastique recyclé dans les emballages / atteindre 100 % d'emballages recyclables)

/ Matières premières : améliorer la traçabilité pour garantir des formules zéro déforestation et limiter l'impact sur la biodiversité

/ Piloter une politique d'achats responsables auprès des fournisseurs

/ Logistique : optimiser les flux et réduire les emballages

Impact social & partage de la valeur

/ **Gender gap : 18,4 % (↗ +3,6 pts)**

/ **Formation : 4,3 heures** en moyenne par ETP **(↗)**

/ **Parité H/F : 25/75 (↗)** (au sein du collège des cadres)

/ **Accès au capital des salariés : 5,8 % (↗ +5,8 pts)**

NERCO

- **Fonds concerné :** MMF 6
- **Activité :** Ingénierie du bâtiment
- **Localisation :** Ecully
- **Chiffre d'affaires :** 60 M€ (mars 2026)
- **Effectifs :** 243 ETP
- **Date d'investissement :** 27/03/2024
- **Référent RSE :** Virginie Millaud Rey

Activité

Fondé en 1982, le groupe Nerco est un bureau d'études techniques qui possède deux activités complémentaires : une activité historique d'ingénierie et de contractant général et une activité plus récente de maintenance multi-technique de bâtiments. Le groupe intervient principalement auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels, de foncières et de gestionnaires d'actifs immobiliers.

Il dispose d'un savoir-faire reconnu en matière de gestion de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) pour les bâtiments tertiaires (bureaux, commerce, hôtellerie…) sur des projets de rénovation et marginalement dans le neuf. Le groupe est implanté sur 6 sites (Paris, Lyon, Lille, Nice, Marseille et Annecy) et réalise des missions sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Au service de la performance énergétique des bâtiments

Les métiers exercés par le groupe Nerco sont au cœur de la transition énergétique.

Le secteur du bâtiment représente 43 % des consommations énergétiques françaises et génère 23 % des émissions de GES. Il a donc un rôle fondamental à jouer dans la transition énergétique et la décarbonation de l'économie. Conscient de cet enjeu, le groupe met l'innovation environnementale et énergétique au cœur de ses activités en développant des solutions d'ingénierie et de maintenance durables. Les certifications environnementales constituent le socle de l'expertise énergétique de Nerco et garantissent à ses clients un haut niveau de professionnalisme. Son adhésion à l'Observatoire de l'Immobilier Durable témoigne de son engagement pour améliorer la durabilité des pratiques. Outre l'accès à des outils spécialisés et une veille règlementaire, cette adhésion permet au groupe d'intégrer un écosystème collaboratif dédié à l'innovation et à la transition vers un immobilier plus durable. Nerco s'engage également à faire adhérer ses fournisseurs à sa Charte d'engagement d'ici 2030.

La dimension humaine est centrale au sein du groupe : bien-être, diversité et développement des compétences constituent des priorités concrètes. Le groupe investit notamment dans la formation continue avec l'objectif d'augmenter significativement le nombre d'heures par salarié.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **1 470 tCO_2** par M€ de CA (Nerco + Climanet)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 0,5 %
- Scope 3 : 99,5 %

Deux périmètres d'émissions se distinguent :

- Le périmètre « Entreprise », couvrant les émissions issues du fonctionnement courant des bureaux du groupe (1,4 % des émissions totales) ;
- Le périmètre « Ingénierie du bâtiment », englobant les émissions sur l'ensemble du cycle de vie des bâtiments conçus ou réhabilités (98,6 % des émissions totales).

Malgré la nature tertiaire de l'activité, le bilan réalisé début 2025 révèle une intensité carbone de l'activité élevée. Cette situation s'explique par la prise en compte des émissions liées à la production des matériaux de rénovation, à la construction, à l'exploitation et à la fin de vie des bâtiments, conformément à la méthodologie Bilan Carbone®.

Actions entreprises

- Création d'un Comité RSE composé de 10 personnes et ayant pour objectif de suivre l'avancement des travaux, identifier les priorités et organiser la coordination des actions
- Création de sous-groupes de travail thématiques en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions
- Réalisation d'un 1er bilan carbone et d'une feuille de route pour décarboner les activités (objectif : -23 % d'ici 2030)
- Mise en place de fiches de renseignements affaires (déployées sur chaque projet pour collecter les éléments nécessaires au calcul du bilan carbone)
- Structuration des process de recyclage des déchets de chantiers

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 20,8 %** (↗ **+4,7 pts**)
- **Formation : 6,6 heures** en moyenne par ETP (↗)
- **Parité H/F : 76/24** (au sein du collège des cadres) (↗)
- **Accès au capital des salariés : 12,8 %** (↗ **+6,2 pts**)

Fonds concerné :
MMF 6

Activité :
Formation professionnelle continue

Localisation :
Paris La Défense (92)

Chiffre d'affaires :
107 M€ (2025)

Effectifs :
435 ETP

Date d'investissement :
19/03/2021

Référent RSE :
Gwénaëlle Dinspel

Activité

Orsys est le numéro 2 du marché français de la formation professionnelle continue et le leader sur le segment du numérique.

Le groupe est spécialisé dans les formations informatiques et au management. Il a connu une croissance continue depuis sa création en 1976 et dispose d'une implantation principale dans la Grande Arche de la Défense et de 22 centres de formation en province ainsi que d'une présence à Bruxelles et à Luxembourg.

Une RSE mature, pilotée par les faits et ambitieuse

La démarche RSE fait partie intégrante de l'ADN d'Orsys depuis de nombreuses années, comme en témoigne son adhésion au Pacte mondial des Nations Unies dès 2007. Aujourd'hui, les enjeux de durabilité sont pleinement intégrés à l'ensemble des processus du groupe.
Pour piloter et déployer cette ambition, Orsys s'appuie sur une gouvernance RSE structurée, composée d'une commission réunissant six ambassadeurs représentant l'ensemble des métiers ainsi qu'un membre du COMEX, d'une équipe dédiée de quatre experts Qualité, RSE et Environnement, et de six référents spécialisés couvrant les différents piliers de la RSE.

Le Groupe s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue, matérialisée chaque année par le lancement de nouvelles initiatives visant à renforcer sa performance sur les enjeux de durabilité. Cette dynamique se reflète dans la progression de ses principaux indicateurs entre 2023 et 2025 : le score AFNOR-ACESIA est passé de 68 à 72/100, le score EcoVadis de 68 à 76/100 et l'intensité carbone a été réduite de 8,6 à 7,3 tonnes équivalent CO_2 par collaborateur.

Cette démarche se prolonge aujourd'hui à travers une feuille de route 2025-2030 articulée autour de quatre axes stratégiques : la neutralité carbone, l'excellence du capital humain, le leadership en matière de formation responsable et l'économie circulaire. Cette feuille de route est soutenue par un plan d'action détaillé couvrant la période 2025-2027 et assorti de jalons annuels permettant d'en suivre la mise en œuvre. Sur le volet climatique, le Groupe a engagé la démarche ACT Pas-à-Pas de l'ADEME afin de renforcer la robustesse de sa trajectoire bas carbone et de structurer un plan de transition aligné avec ses ambitions de décarbonation à long terme.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

/ **49 tCO_2** par M€ de CA (↘ **-34 %**)

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 10,7 %
- Scope 3 : 89,3 %

Les achats de biens et services représentent 88 % du scope 3. Les achats de services (imprimerie, publicité, architecture et ingénierie, entretien de bâtiments multitechniques, services de sécurité, nettoyage, agences de voyage, autres services aux entreprises) représentent à eux seuls 60 %.

Actions entreprises

/ Actualisation du bilan carbone (données 2024)

/ Renforcement du plan de sobriété énergétique :
- Mise en place d'un chauffage intelligent avec régulation automatique
- Paramétrage économie d'énergie sur 100 % des équipements informatiques
- Optimisation des serveurs
- Hébergement à 100 % chez des prestataires "verts"
- Compression des contenus multimédias

/ Lancement en 2025 de la méthode ACT Pas à Pas pour structurer la trajectoire bas carbone (objectif neutralité carbone à horizon 2030)

/ Stratégie « 5R » (refuser, réduire, réutiliser, recycler, rendre à la terre)

/ Dématérialisation de 98 à 99 % des supports de formation papier utilisés et 100 % recyclé pour les supports papier

/ Préparation d'un Plan de déplacements d'entreprise

Impact social & partage de la valeur

/ **Gender gap : 16,2 %** (↘ **-1,7 pts**)

/ **Formation : 7,6 heures** en moyenne par ETP (↘)

/ **Parité H/F : 44/56** (=) (au sein du collège des cadres)

/ **Accès au capital des salariés : 26,7 %** (↘ **-3,8 pts**)

Fonds concerné :
MMF 6

Activité :
Fabrication d'équipements pour le nautisme et la protection contre la chute

Localisation :
Thiers (63)

Chiffre d'affaires :
111 M€ (2025)

Effectifs :
617 ETP

Date d'investissement :
08/03/2023

Référents RSE :
Fabrice Didden
Liliane Gaëlle Kanyana

Activité

Fondé en 1919 à Thiers, le groupe Wichard est un leader mondial des équipements nautiques (accastillage, mâts aluminium et carbone, enrouleurs). Le groupe développe également des équipements de sécurité et des composants industriels destinés à différents secteurs d'activité. La R&D et la production sont majoritairement réalisées en France au sein de 8 sites industriels, complétés par des implantations en Roumanie, Indonésie, États-Unis, Australie et Danemark.

Le groupe commercialise ses produits sous des marques reconnues telles que Wichard, Ronstan, Sparcraft, Lorima, Axxon, Facnor, Profurl et Courant. Wichard réalise plus de 60 % de son chiffre d'affaires à l'international.

Une démarche RSE désormais formalisée, qui appelle un plan d'action

Dans un groupe très décentralisé et international, l'un des principaux enjeux consiste à harmoniser les pratiques entre filiales aux niveaux de maturité variés et à structurer la gouvernance des enjeux de durabilité afin d'en assurer une mise en œuvre efficace. Pour y répondre, le Groupe a structuré sa démarche RSE autour :

- D'un Comité RSE Groupe, qui assure la gouvernance, la coordination des actions des filiales et le suivi des enjeux stratégiques et réglementaires ;
- D'un référent RSE Groupe, chargé de piloter la démarche au niveau central ;
- De correspondants RSE nommés sur chaque site, chargés de porter les actions localement.

Le Groupe a également renforcé la structuration de sa démarche RSE en formalisant une Charte éthique et des Engagements RSE, en mettant en place une base de données dédiée au *reporting* extra-financier et en réalisant une analyse de double matérialité dans le cadre de sa préparation à la CSRD, lui permettant d'identifier ses principaux enjeux matériels.

En parallèle, le Groupe a finalisé en 2025 son premier bilan carbone sur l'ensemble de ses entités à partir des données 2024. Des plans d'action assortis d'objectifs de décarbonation ont ensuite été déployés au sein de chaque entité, avec pour principaux leviers l'éco-conception des produits, les achats de matières premières responsables et bas carbone, l'optimisation des flux logistiques et la maîtrise des consommations énergétiques.

L'analyse de double matérialité a également mis en évidence trois autres enjeux prioritaires : la réduction de l'impact environnemental des sites industriels (sols, eau et déchets), la structuration de la chaîne d'approvisionnement autour de standards de durabilité partagés avec les fournisseurs ainsi que l'attractivité et la fidélisation des talents dans des bassins d'emploi parfois contraints.

Démarche de décarbonation

Intensité carbone

- **334 tCO_2** par M€ de CA

Détail des émissions

- Scope 1-2 : 7,8 %
- Scope 3 : 92,2 %

Le scope 3 concerne surtout les achats de matières premières (79 %), le fret (5 %), les immobilisations (3 %), les déplacements des collaborateurs (3 %) et la fin de vie des produits (3 %).

Actions entreprises

- Réalisation du 1er bilan carbone Groupe (scopes 1, 2 et 3) et élaboration d'une feuille de route de décarbonation par filiale
- Augmentation de la part d'aluminium recyclé dans la production
- Construction d'une usine de 10 000 m² aux derniers standards environnementaux pour Sparcraft
- Remplacement de chariots élévateurs thermiques par des modèles électriques (Sparcraft)
- Raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et passage à un procédé de chauffage par induction pour certaines pièces forgées
- Lancement d'enquêtes de maturité durabilité auprès des fournisseurs et rédaction d'une Charte Fournisseur / Politique d'Achat Responsable bas carbone
- Travaux de préparation à la directive CSRD

Impact social & partage de la valeur

- **Gender gap : 37,9 % (=)**
- **Formation : 7,4 heures** en moyenne par ETP (↘)
- **Parité H/F : 83/17** (↗) (au sein du collège des cadres)
- **Accès au capital des salariés : 5,5 % (↗ +0,5 pt)**

4

« Grâce à la consolidation des données extrafinancières collectées auprès de nos entreprises, nous suivons très finement leur évolution sur ces sujets, et pouvons les accompagner au mieux dans leur croissance durable. »

DONNÉES EXTRAFINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Depuis dix ans, Azulis Capital réalise une consolidation annuelle de 160 questions et critères RSE collectés auprès de ses entreprises affiliées via un outil développé par Greenscope. Répartie en trois catégories d'analyse (environnement, social, gouvernance), cette consolidation permet de suivre l'évolution des pratiques et la performance RSE des entreprises accompagnées pour favoriser leur croissance durable.

4.1 - KPIs environnementaux

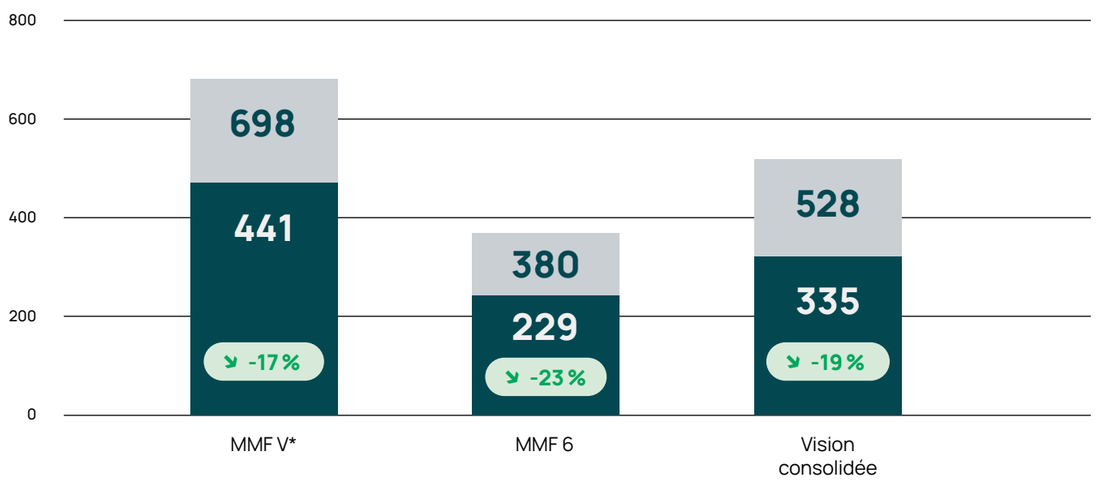
Afin d'assurer le suivi de l'impact de notre portefeuille sur le climat, notre attention se porte sur :

- L'empreinte carbone du portefeuille, qui nous permet d'évaluer l'impact global de nos investissements au niveau de notre portefeuille ;
- L'intensité carbone des activités économiques des sociétés, qui, en rapportant les émissions de gaz à effet de serre au chiffre d'affaires généré, nous permet de prioriser nos actions et d'évaluer plus précisément l'impact des initiatives mises en place par nos participations.

La mesure de l'empreinte carbone est un préalable nécessaire à toute action visant à réduire les émissions. C'est pourquoi, depuis 2016, nous systématisons la réalisation de bilans carbone réguliers.

Au sein de notre portefeuille, les entreprises de l'agroalimentaire (notamment Frio pour MMF V, Fidel Fillaud pour MMF 6), et dans une moindre mesure celles exerçant des activités d'achat et revente de produits BtoC, présentent une empreinte carbone plus élevée que celles observées dans d'autres industries. Nous avons également pu constater que les émissions indirectes (scope 3 amont et aval) sont responsables de plus de 90 % des émissions totales. Bien que plus difficiles à mettre en place que des mesures visant à réduire les scopes 1 et 2, les initiatives menées sur le scope 3 par les sociétés de notre portefeuille portent leurs fruits, démontrant ainsi toutes leurs capacités à trouver des leviers afin de s'inscrire dans une trajectoire de décarbonation.

Évolution de l'intensité carbone (en $tCO_2eq./M€$ de CA)



y compris premiers bilans récents

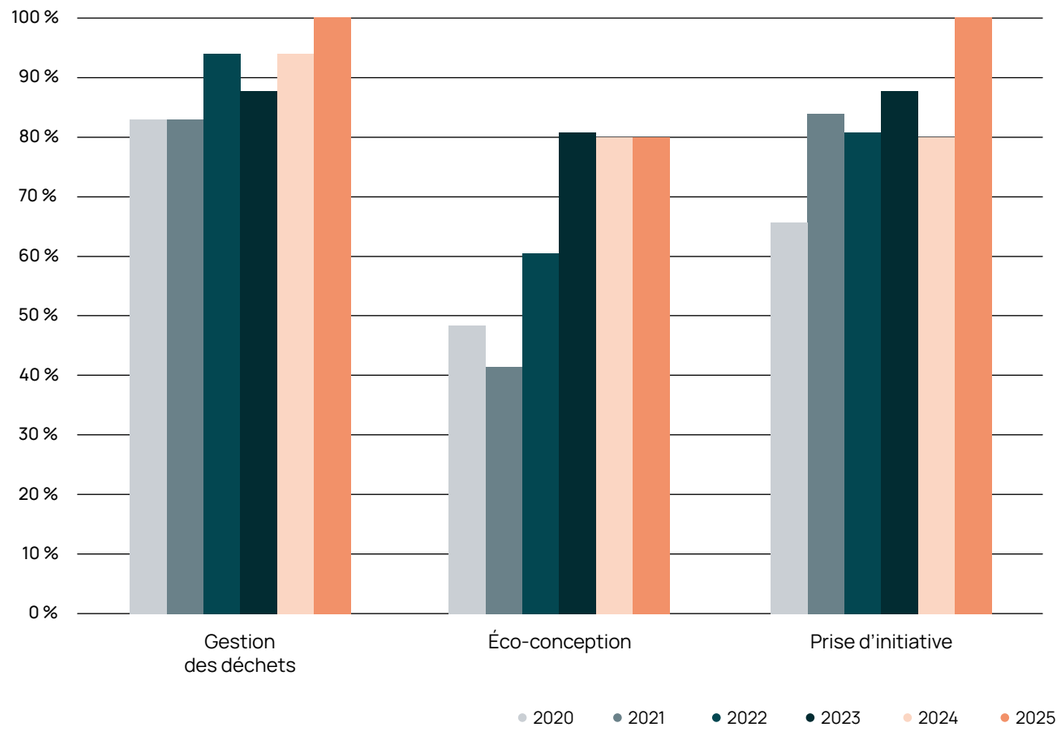
* Y compris les investissements cédés.

Le graphique qui précède illustre l'évolution de l'intensité carbone des sociétés entre une 1ère mesure effectuée postérieurement à l'entrée d'Azulis au capital et une nouvelle mesure effectuée au moment de la sortie (ou à fin 2025 pour les entreprises encore en portefeuille).

Notre approche pragmatique nous pousse à accorder beaucoup de crédit à cet indicateur, nous permettant d'évaluer la trajectoire de décarbonation, correction faite de la croissance des activités. Si nos résultats sur MMF V demeurent tangibles, c'est bien sur MMF 6 qu'un engagement plus fort a été pris, se traduisant d'ores et déjà par une réduction des émissions plus significative. Préalablement à notre entrée au capital des sociétés, les dirigeants ont été informés de nos engagements ce qui a permis d'insuffler une réelle dynamique via la définition d'objectifs clairs.

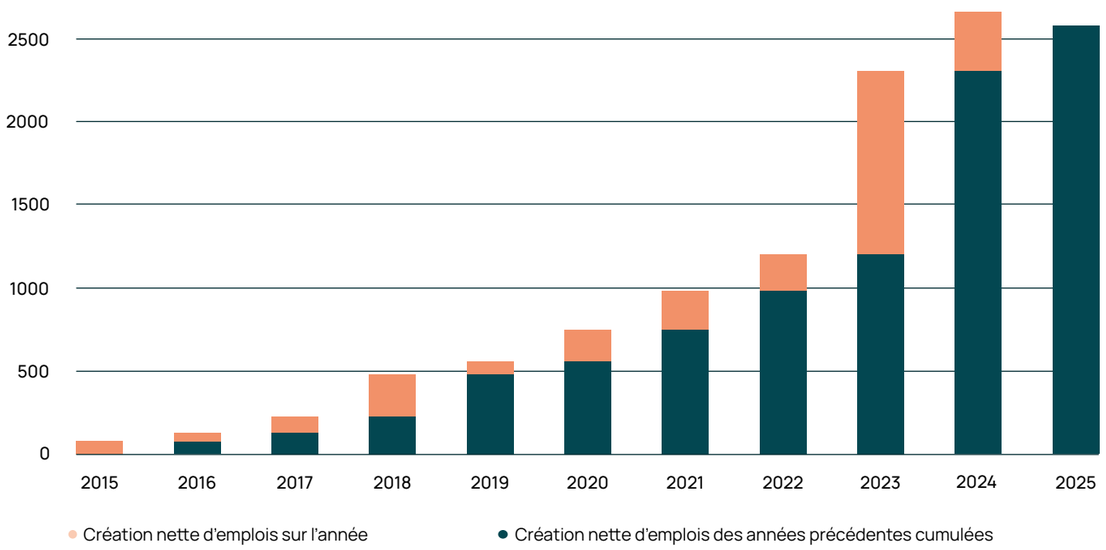
Évolution des politiques environnementales

Pourcentage des entreprises prenant en compte 3 thématiques environnementales



4.2 - KPIs sociaux

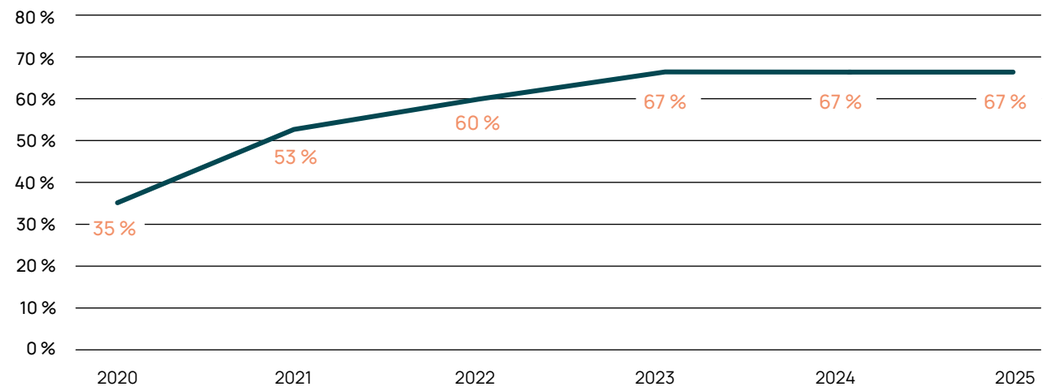
Création nette d'emplois en ETP



Nous veillons à ce que la croissance de nos participations se traduise concrètement par la création d'emplois au sein de leurs territoires d'implantation. Cette ambition se reflète dans la trajectoire du portefeuille, qui a créé plus de 1 800 emplois nets au cours des cinq dernières années. Cette dynamique est demeurée soutenue jusqu'à l'entrée en phase de consolidation observée en 2025.

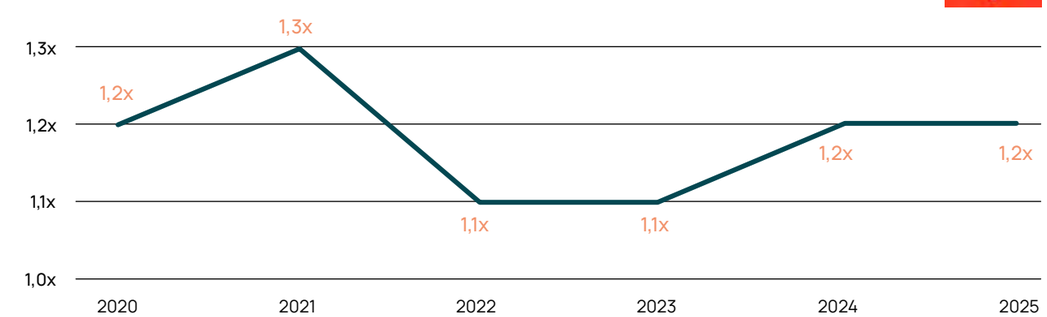
Destia y a joué un rôle prépondérant, avec plus de 1 300 emplois nets créés sur la période grâce à un développement particulièrement dynamique. Hors Destia, le reste du portefeuille a généré près de 500 emplois nets sur les mêmes exercices, soit environ 100 emplois créés par an en moyenne.

Évolution du pourcentage de sociétés ayant réalisé une enquête de climat social



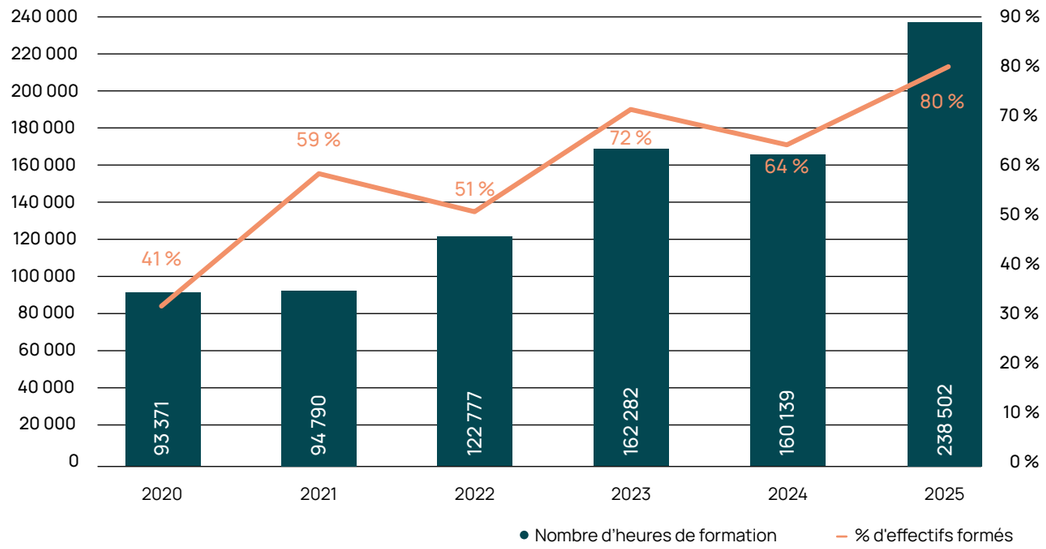
Les enquêtes de climat social constituent une source précieuse d'informations. Elles permettent, avec fiabilité, de rendre tangible la perception qu'ont les salariés de leur environnement de travail et cristallisent les problèmes d'ordre organisationnel ou managérial. Parce que nous sommes persuadés qu'une société où les salariés se sentent impliqués, reconnus et satisfaits est une société en bonne santé et créatrice de valeur, nous poussons celles de notre portefeuille à réaliser régulièrement ces enquêtes.

Évolution du rapport salaire H/F



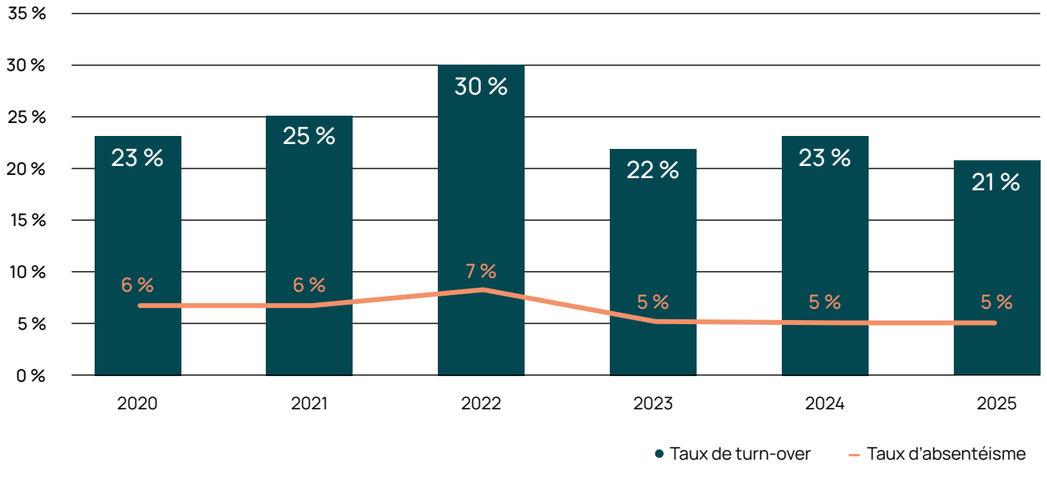
La promotion de l'égalité tient une place importante au sein de notre démarche RSE. La réduction de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes fait partie des engagements inscrits dans les pactes d'actionnaires de plusieurs participations du fonds MMF 6.

Évolution du nombre d'heures de formation et du pourcentage des effectifs formés



Les trajectoires du nombre d'heures de formation et des effectifs formés depuis 2020 sont très positives. Nous constatons une tendance à la hausse qui matérialise notre engagement, ainsi que celui des sociétés de notre portefeuille, à faire évoluer les compétences des collaborateurs afin de leur permettre d'assurer des perspectives de carrière en adéquation avec leurs velléités et les mutations économiques.

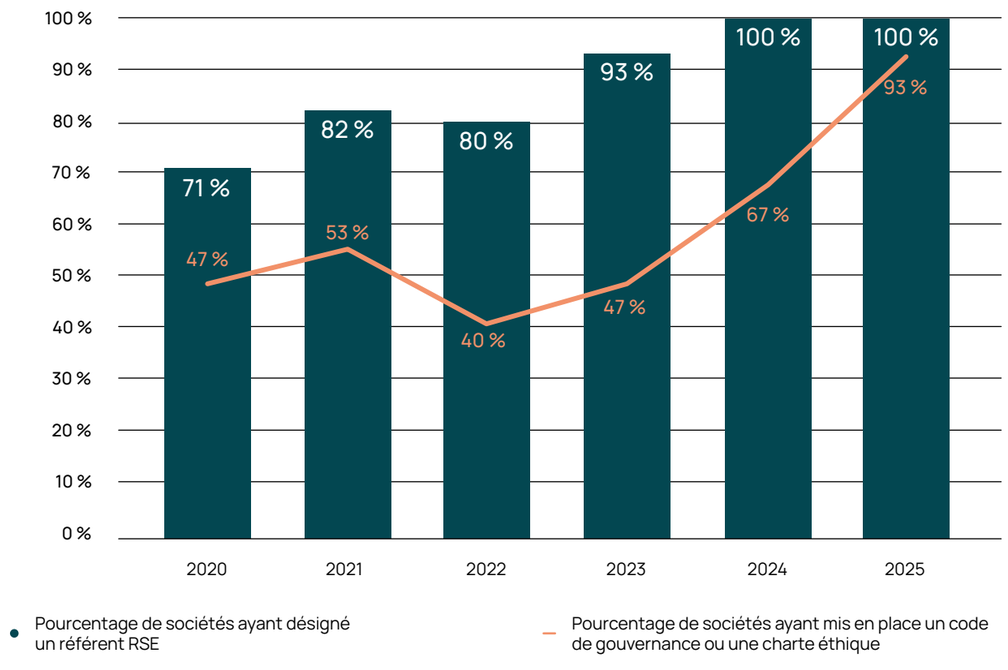
Évolution du turn-over et de l'absentéisme



La progression du turn-over observée chez nos entreprises entre 2020 et 2022 s'inscrit dans les tendances constatées en France sur la période. La crise sanitaire de la Covid-19 a en effet profondément modifié les aspirations des salariés, nombre d'entre eux ayant profité cette période pour réorienter leur parcours professionnel. Les actions spécifiques déployées au sein des entreprises, conjuguées à une démarche RSE plus holistique, ont toutefois permis d'inverser la tendance et de revenir à des niveaux plus conformes aux standards que nous visons.

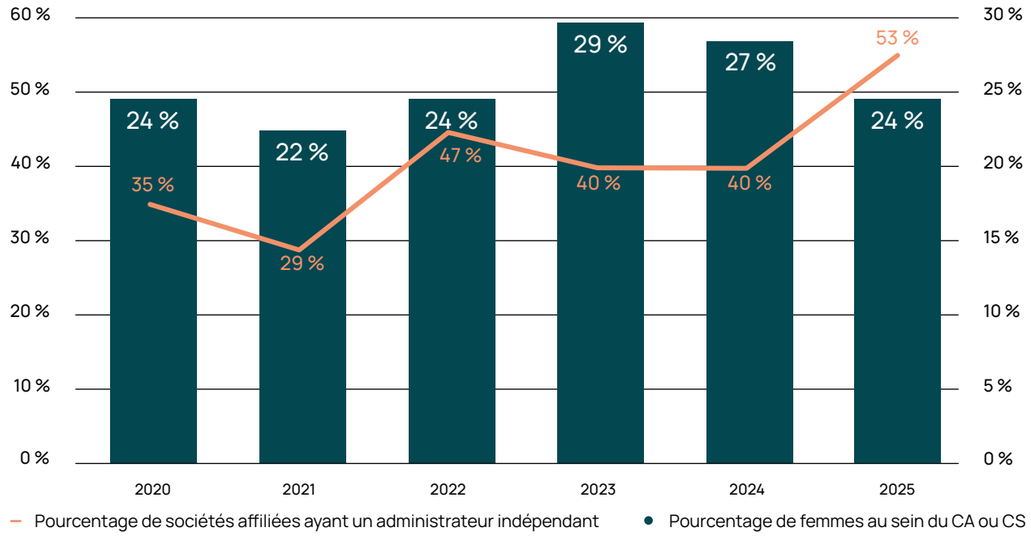
4.3 - KPIs de gouvernance

Évolution du dispositif RSE



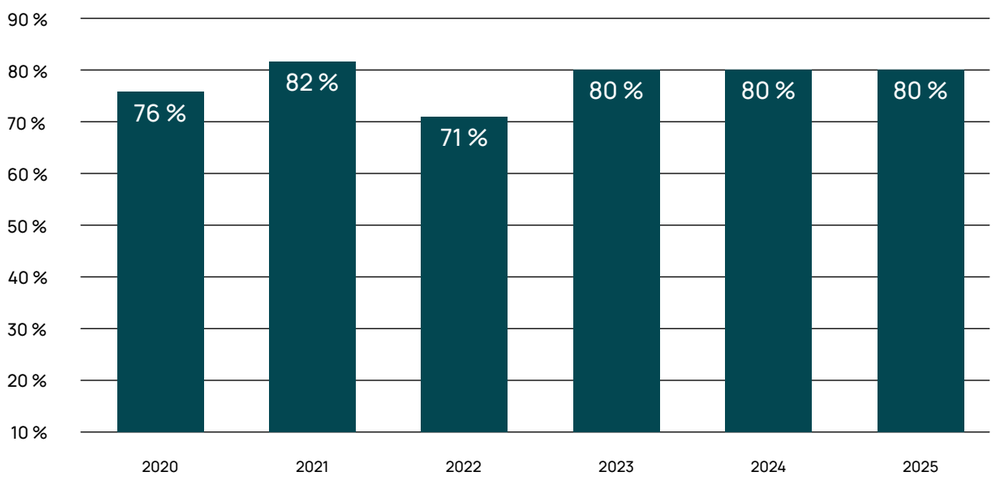
Ce graphique rend parfaitement compte des efforts engagés pour structurer les démarches RSE au sein de notre portefeuille. La nomination d'un référent y est devenue la norme, tandis que la généralisation des chartes éthiques permet de formaliser clairement les valeurs portées par nos participations.

Évolution de la composition des organes sociaux



Azulis porte une attention particulière à ce que les organes sociaux soient plus paritaires et intègrent des membres indépendants. Le léger recul enregistré en 2024 et 2025 tient principalement à l'entrée au portefeuille d'Acensi et de Nerco, dont les instances de gouvernance étaient, à leur arrivée, peu féminisées, ce qui pèse mécaniquement sur la moyenne consolidée. La composition de ces instances n'évolue en effet qu'au rythme du renouvellement de leurs membres. Notre action s'inscrit donc dans la durée, en veillant à ce que chaque opportunité de nomination contribue à rééquilibrer ces organes.

Pourcentage des sociétés du portefeuille ayant mis en place une politique d'intéressement



Depuis plus de 10 ans, Azulis Capital encourage les directions à mettre en place des mécanismes de partage de la valeur, lorsque ce n'est pas encore le cas, dès son entrée au capital. Cela peut passer par la mise en place, ou le renforcement, de mécanismes d'intéressement aux résultats de l'entreprise, un élargissement de l'actionnariat salarié (Manco, FCPE…).

4.4 - Principales incidences négatives (PAI)

		Catégorie SFDR	MMF V art. 6	MMF 6 art. 8
PAI n°1	Émissions carbone du portefeuille (tCO_2 eq.)	*tCO_2 eq. /* *Scope 1* *Scope 2* *Scope 3*	51 718 *1 222* *11* *50 485*	50 270 *1 368* *384* *48 518*
PAI n°2	Empreinte carbone du portefeuille	*tCO_2 eq. /* *M€ d'actifs gérés*	772	318
PAI n°3	Intensité carbone du portefeuille	*tCO_2 eq. /* *M€ de CA*	894	380
PAI n°4	Exposition au secteur des énergies fossiles		0 %	0 %
PAI n°5	Part des énergies consommées provenant de sources non renouvelables		57 %	89 %
PAI n°6	Consommation d'énergie	*GWh /* *M€ de CA*	0,028	0,192
PAI n°7	Part des activités impactant négativement la biodiversité		n.d.	n.d.
PAI n°8	Pollution des eaux causée par les principaux polluants	*en tonnes /* *M€ investi*	0,000	0,000
PAI n°9	Production de déchets dangereux	*en tonnes /* *M€ investi*	0,000	1,573
PAI n°10	Part des investissements en violation du Pacte Mondial des Nations Unies		0 %	0 %
PAI n°11	Part des investissements ne disposant pas de mécanisme de surveillance du Pacte Mondial des Nations Unies		100 %	100 %
PAI n°12	Écart moyen non ajusté de rémunération entre les genres		14,3 %	12,9 %
PAI n°13	% de femmes au sein des organes de gouvernance		32 %	19 %
PAI n°14	Part des investissements impliqués dans les mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques et biologiques		0 %	0 %

4.5 - Biodiversité : impacts et dépendances de nos participations

La transition écologique ne se limite plus à la seule question climatique. Le cadre des Limites Planétaires, proposé par le Stockholm Resilience Centre, identifie neuf processus biophysiques essentiels au fonctionnement du système terrestre, pour lesquels existent des seuils critiques à ne pas dépasser. Deux d'entre eux sont qualifiés de limites centrales : le changement climatique et l'intégrité de la biosphère. L'actualisation publiée en septembre 2025 porte à sept sur neuf le nombre de limites désormais franchies, l'intégrité de la biosphère figurant parmi elles.

Si les acteurs économiques se sont saisis depuis plusieurs années des enjeux d'émissions de gaz à effet de serre, la prise de conscience relative à la biodiversité est plus récente, bien qu'elle occupe une place croissante dans le débat public. Les PME, à quelques exceptions près, y demeurent aujourd'hui peu sensibilisées.

Conscients de la diversité des niveaux de maturité sur ces questions au sein de notre portefeuille, nous avons retenu une approche différenciée : faire émerger le sujet là où il est nouveau, le suivre avec rigueur et pousser à agir lorsqu'il est matériel. Pour cela, nous accompagnons les sociétés en les poussant à réaliser un diagnostic et à se doter des outils leur permettant de situer cet enjeu au niveau de leur activité, afin de l'intégrer dans leur propre politique environnementale.

Sensibiliser

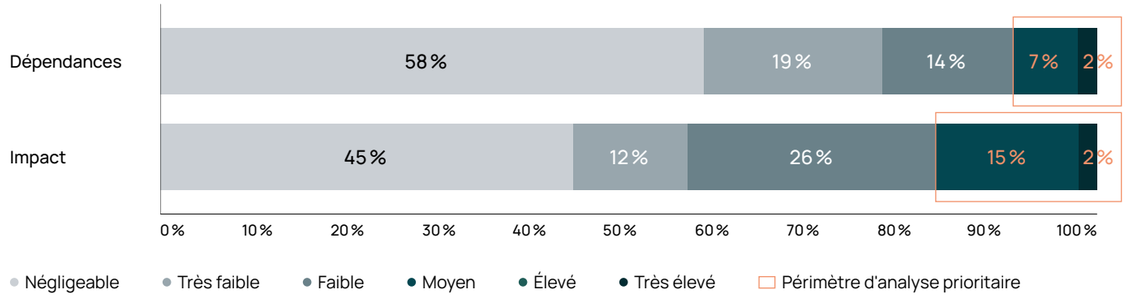
Tant que les enjeux liés à la biodiversité ne sont pas compris et appropriés par les dirigeants, aucune démarche ne peut s'engager. Cependant, pour cela, il faut d'abord en rendre les mécanismes intelligibles et les ancrer dans des activités économiques. C'est le sens qui a été donné à notre contribution, au sein du groupe de travail Biodiversité de France Invest, à l'organisation de plusieurs webinaires à destination des sociétés en portefeuille, consacrés :

- aux liens entre biodiversité, eau et climat ;
- au traitement des dépendances au sein de la chaîne de valeur ;
- au déploiement d'une stratégie assortie d'objectifs pragmatiques.

Évaluer

L'évaluation qualitative des impacts et des dépendances que nous avons en parallèle réalisée en interne repose sur l'outil **ENCORE** (Exploring Natural Capital Opportunities, Risks and Exposure). Nous avions conduit une première évaluation il y a quelques années afin de mesurer le niveau de matérialité des impacts et dépendances de notre portefeuille sur la nature. La révision méthodologique réalisée par l'initiative a été l'occasion d'affiner notre perception de ces niveaux de matérialité. Désormais c'est cette nouvelle base d'analyse qui constitue notre référence.

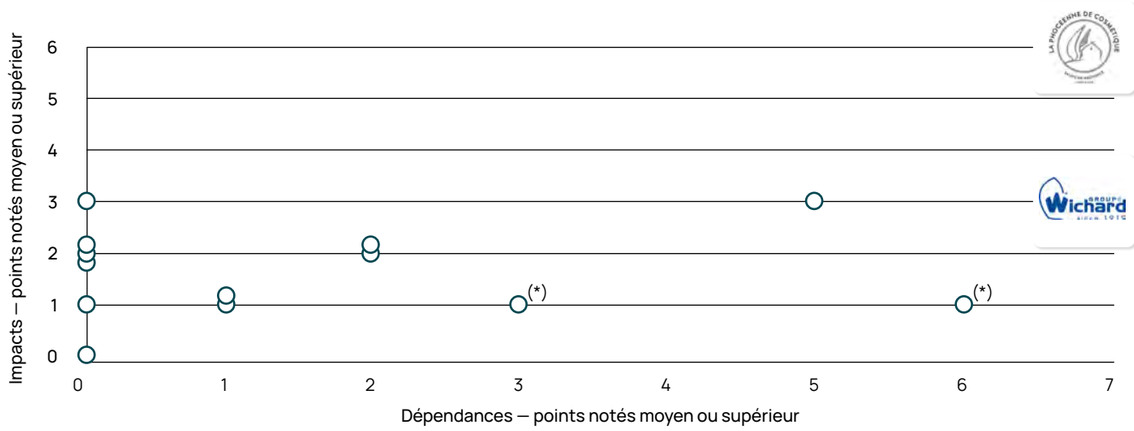
Distribution des points d'impact et de dépendance des sociétés du portefeuille



Le graphique ci-dessus répartit l'ensemble des points de dépendances et d'impacts (570 dénombrés par la méthodologie ENCORE) du portefeuille selon leurs niveaux d'intensité.

Nous observons une exposition très contenue de notre portefeuille qui tient à sa composition, majoritairement constituée de sociétés de services.

Cartographie des sociétés selon leurs impacts et dépendances



Le nuage ci-dessus positionne chacune des 15 sociétés en portefeuille selon leur nombre de points de dépendance (axe des abscisses) et d'impacts (axe des ordonnées) notés « moyen ou supérieur ».

Trois sociétés se distinguent particulièrement :

- La Phocéenne de Cosmétique, avec 7 dépendances et 6 impacts, dont 2 impacts « très élevés » ;
- Wichard avec 6 dépendances et 3 impacts, dont 1 « très élevé » ;
- Euradif, avec 5 dépendances et 3 impacts, sans toutefois qu'aucun de ses points n'atteigne le niveau « très élevé ».

* Ces deux points correspondent aux sociétés pour lesquelles les six dépendances « très élevées » ont été identifiées par ENCORE. Cependant, ces dépendances, relatives à des services écosystémiques de loisir et de culture, ne nous ont pas paru pertinentes au regard de leurs activités réelles.

Prioriser

Prioriser, c'est d'abord porter l'attention sur les extrêmes : les points notés « très élevés », où les enjeux se cristallisent. C'est par eux que débute notre revue critique, avant d'élargir le regard à l'ensemble du portefeuille.

Aucune dépendance « très élevée » n'ayant été retenue (voir astérisque page précédente), l'attention se porte sur les trois impacts de ce niveau. Ils se concentrent sur deux sociétés et relèvent de deux types de pressions : les émissions de polluants toxiques dans les sols et les eaux, chez La Phocéenne de Cosmétique comme chez Wichard, et les perturbations sonores et lumineuses, chez La Phocéenne de Cosmétique.

La Phocéenne de Cosmétique

La société ne dispose pas d'outil industriel en propre, sa production étant intégralement sous-traitée. Les impacts identifiés se matérialisent donc au sein de sa chaîne de valeur, que l'évaluation ENCORE couvre dans son ensemble, chez ses façonniers comme plus en amont. L'empreinte biodiversité approfondie réalisée en 2023 avec CDC Biodiversité en précise le point de concentration : près de 80 % tient aux matières premières naturelles utilisées dans la formulation des produits, essentiellement via l'usage des sols et de l'eau. C'est donc sur ses filières d'approvisionnement que la société a engagé sa réponse : amélioration de la traçabilité, plan « zéro déforestation » et priorisation d'intrants à plus faible impact. Le sujet de la nature est désormais ancré dans l'ADN de la société, qui poursuit plusieurs projets visant tant à limiter ses impacts qu'à protéger la biodiversité locale.

Wichard

À l'inverse, le groupe exploite son propre outil industriel et l'impact identifié s'y matérialise directement : les émissions de polluants toxiques dans les sols et les eaux, inhérentes au travail des métaux et du carbone. L'analyse structurée des enjeux de nature n'en est qu'à ses débuts mais progresse année après année depuis notre entrée au capital, la double matérialité conduite par le groupe ayant permis de mieux objectiver ces impacts. La nouvelle usine de mâts en aluminium construite à La Rochelle y répond directement : station de traitement de surface parmi les plus modernes, gestion maîtrisée des effluents ou encore consommation d'eau et d'énergie mieux contrôlée. Le groupe généralise en parallèle le recours à l'aluminium recyclé, qui représente déjà 80 % des volumes sur une partie de la production, sans compromis sur la qualité des équipements. Ce levier agit cette fois en amont de la chaîne de valeur, la réduction du recours à l'aluminium primaire permettant de limiter les impacts associés à l'extraction de ressources naturelles et, ce faisant, les pressions exercées sur les écosystèmes.

Dans les deux cas, l'analyse ENCORE rejoint, de fait, des priorités qui avaient déjà été identifiées, bien que de manière plus empirique. C'est ce qui permet aujourd'hui aux deux sociétés de faire état d'actions déjà engagées et directement en prise avec ces enjeux.

Outre ces points extrêmes, la lecture transversale du portefeuille fait par ailleurs ressortir des motifs récurrents lorsqu'on garde dans notre cadre d'étude les points d'impact et de dépendance « Moyen ». Côté impacts, la pression sur l'eau domine nettement (9 participations), devant les émissions de GES (7) et l'usage de surface terrestre (4). Côté dépendances, le même fil conducteur prévaut : approvisionnement et régulation des flux d'eau sont notés moyens ou supérieurs chez 5 participations chacun, devant le contrôle des inondations et l'atténuation des tempêtes (4).

Les épisodes de sécheresse de l'été en France, qui ont rappelé que tout le territoire pouvait être touché, ne font que renforcer ce constat. La gestion de l'eau constituera donc l'axe prioritaire de la revue critique que nous engagerons société par société dans les années à venir.

AZULIS CAPITAL
24, RUE ROYALE, 75008 PARIS
+33 (0)1 42 98 70 20
CONTACT@AZULISCAPITAL.FR